Agriculture et Agroalimentaire Canada

Agriculture and Agri-Food Canada

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Données jusqu'en novembre 2009

Canada

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Données jusqu'en novembre 2009

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Données jusqu'en novembre 2009

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Publication n° 10095F
Catalogue n° A31-1/2009F-PDF
ISBN n° 978-1-100-94052-6
ISSN n° 1482-9770

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION 1

SECTION A
Revenu agricole 3
Méthodologie sur le revenu agricole 13

SECTION B
Situation financière des exploitations agricoles 15
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles 28

SECTION C
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire 31
Méthodologie des dépenses publiques 48

SECTION D
Estimations du soutien à l'agriculture. 53
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE. 63

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2008 5
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2003-2008 8
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2006-2008 10
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2006-2008. 11
Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2006 12

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles
Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1999-2008 17
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1995-2009 18
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2003-2004 à 2008-2009 . 19
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 2001-2002 à 2008-2009 20
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2005, 2006 et 2007. 21
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2008 et 2009 26
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/OhIo/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2008 et 2009 26
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2004-2008 27

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire
Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2002-2003 à 2009-2010 33
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 35
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 41
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010. 45
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 . 47

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture
Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2006-2008 55
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 56
Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 57
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2006 à 2008. 59
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 59
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 60
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 62

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole
Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 1998-2008. 7
Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 1998-2008. 7

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles
Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2004-2008 17
Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2008 18
Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2008 19
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, année fiscale 2007 20
Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1999-2009 25

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire
Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2002-2003 à 2009-2010. 33
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale 34
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire. 46

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé
CNS	Coefficient nominal de soutien
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs
ESP	Estimation du soutien aux producteurs
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général
EST	Estimation du soutien total
FAC	Financement agricole Canada
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
PCSRA	Programme canadian de stabilisation du revenu agricole
PDF	Programme de données fiscales
PIB	Produit intérieur brut
SEE	Société pour l'expansion des exportations

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	nombres indisponibles
...	nombres n'ayant pas lieu de figurer
x	confidentiel

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

PERSONNES-RESOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau aggrégé
Robert Koroluk
Tél. : 613-773-2428
Internet : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme
Lorraine Hope
Tél. : 613-773-2414
Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC), la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et l'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements
Lorraine Hope
Tél. : 613-773-2414
Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses
Xianqiang Zhang
Tél. : 613-773-2426
Internet : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay
Tél. : 613-773-2441
Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay
Tél. : 613-773-2441
Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2008

	T.-N.-L.	Î.-P.-É	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de $ -										
Recettes des cultures											
2000	14	186	138	167	1 234	3 277	1 319	3 386	2 364	886	12 970
2001	15	151	122	192	1 250	3 178	1 517	3 807	2 304	970	13 505
2002	16	221	130	219	1 394	3 532	1 908	3 760	2 215	1 017	14 412
2003	16	219	147	195	1 412	3 663	1 703	2 816	2 027	1 114	13 312
2004	16	186	141	178	1 449	3 558	1 812	3 255	2 656	1 169	14 420
2005	14	198	139	188	1 466	3 623	1 298	3 092	2 413	1 068	13 498
2006	17	237	155	221	1 545	3 831	1 279	3 633	2 617	1 060	14 595
2007	19	238	128	198	1 678	4 182	2 188	5 166	3 473	1 155	18 425
2008	17	242	132	230	2 088	4 733	2 710	7 070	4 622	1 232	23 076
Recettes du bétail											
2000	59	120	263	196	3 636	4 094	1 550	1 571	4 512	1 100	17 101
2001	63	126	282	218	3 863	4 520	1 800	1 685	5 245	1 171	18 973
2002	63	124	265	202	3 626	4 280	1 693	1 689	5 062	1 126	18 130
2003	64	114	259	204	3 643	4 159	1 522	1 339	3 707	1 074	16 085
2004	70	123	290	208	4 018	4 365	1 615	1 447	3 914	1 004	17 056
2005	75	129	301	210	4 007	4 488	1 808	1 794	4 325	1 184	18 322
2006	79	122	304	204	3 871	4 360	1 781	1 727	4 249	1 123	17 821
2007	87	127	312	220	4 093	4 511	1 726	1 693	4 288	1 161	18 218
2008	97	119	330	223	4 318	4 729	1 672	1 726	4 249	1 281	18 743
Recettes totales du marché											
2000	73	306	401	363	4 870	7 371	2 869	4 957	6 876	1 986	30 071
2001	77	278	403	410	5 113	7 698	3 316	5 491	7 549	2 141	32 477
2002	78	345	396	421	5 021	7 812	3 601	5 449	7 277	2 143	32 542
2003	81	333	405	400	5 054	7 822	3 224	4 155	5 734	2 189	29 397
2004	86	309	432	385	5 468	7 923	3 427	4 702	6 571	2 172	31 476
2005	89	327	440	398	5 473	8 111	3 106	4 886	6 738	2 252	31 820
2006	95	359	459	425	5 416	8 191	3 060	5 360	6 866	2 183	32 416
2007	106	365	440	418	5 771	8 693	3 915	6 860	7 761	2 316	36 643
2008	114	361	462	452	6 406	9 462	4 382	8 795	8 871	2 513	41 819
Paiements des programmes											
1999	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
2000	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2001	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2002	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2003	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2004	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2005	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2006	1	21	18	31	1 134	597	413	871	907	101	4 093
2007	1	29	13	28	1 092	768	322	637	1 138	99	4 127
Recettes monétaires totales											
2000	74	323	413	369	5 411	7 793	3 156	5 734	7 583	2 024	32 879
2001	78	336	421	417	5 737	8 476	3 698	6 511	8 368	2 201	36 243
2002	80	369	407	429	5 489	8 435	3 820	6 453	8 316	2 174	35 971
2003	81	355	422	412	5 929	8 408	3 532	5 755	7 102	2 248	34 245
2004	88	350	457	422	6 302	8 597	3 858	5 892	8 013	2 360	36 338
2005	90	373	467	438	6 222	8 911	3 804	6 210	7 855	2 372	36 744
2006	96	380	473	459	6 274	8 853	3 687	6 627	7 811	2 289	36 950
2007	106	386	458	449	6 905	9 290	4 327	7 730	8 668	2 417	40 736
2008	115	390	474	481	7 498	10 230	4 704	9 433	10 009	2 612	45 946

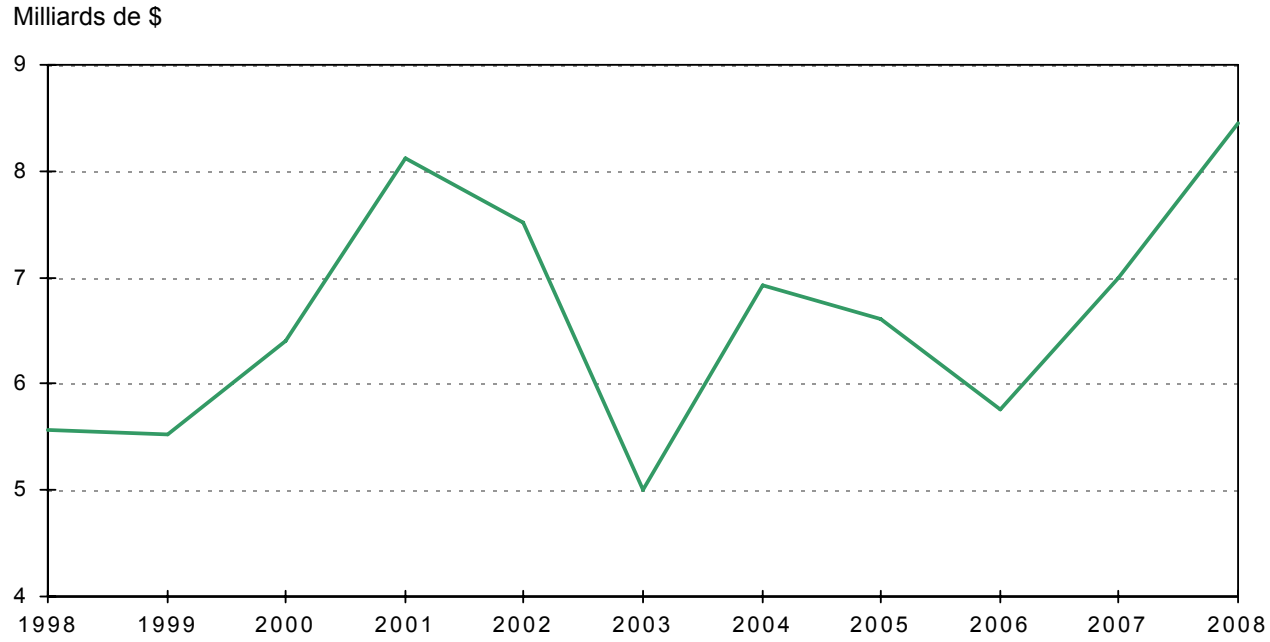
Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, mai 2009.*

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2000-2008 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de $ -										
Dépenses d'expl. nettes											
2000	65	272	326	310	4 160	6 406	2 538	4 551	6 148	1 689	26 465
2001	70	276	343	329	4 399	6 942	2 771	4 764	6 459	1 772	28 124
2002	72	290	353	337	4 475	7 099	2 895	4 747	6 321	1 873	28 463
2003	75	298	366	349	4 777	7 169	3 040	4 929	6 324	1 917	29 243
2004	78	305	365	351	4 925	7 224	3 099	4 888	6 235	1 937	29 407
2005	79	310	367	360	4 877	7 381	3 012	5 140	6 571	2 033	30 131
2006	86	323	382	375	5 078	7 593	3 213	5 274	6 786	2 080	31 189
2007	96	338	400	388	5 543	8 062	3 535	5 859	7 318	2 207	33 744
2008	107	369	418	414	5 973	8 778	3 979	6 822	8 257	2 378	37 494
Revenu net comptant											
2000	9	51	87	59	1 251	1 387	618	1 182	1 435	335	6 414
2001	8	61	78	88	1 338	1 534	928	1 747	1 910	428	8 119
2002	8	79	54	92	1 013	1 336	925	1 705	1 995	301	7 508
2003	6	58	56	63	1 153	1 239	492	826	778	331	5 002
2004	9	45	92	70	1 378	1 373	758	1 004	1 778	423	6 931
2005	11	63	100	78	1 345	1 530	793	1 069	1 284	339	6 613
2006	10	57	92	84	1 196	1 260	474	1 352	1 026	209	5 760
2007	11	48	58	62	1 362	1 228	793	1 871	1 350	210	6 993
2008	9	22	57	67	1 525	1 451	725	2 611	1 752	234	8 452
Revenu net réalisé											
2000	4	12	42	17	733	397	222	239	359	117	2 141
2001	2	21	30	43	795	528	516	774	797	210	3 717
2002	2	41	6	47	464	279	514	767	892	59	3 071
2003	0	20	7	17	562	189	52	-124	-358	81	446
2004	3	6	42	23	795	328	317	41	649	163	2 366
2005	4	23	48	27	711	433	336	106	113	67	1 867
2006	3	16	39	33	568	144	10	392	-163	-86	957
2007	3	9	4	8	707	81	335	858	109	-102	2 012
2008	1	-19	1	15	846	271	232	1 574	452	-88	3 283
Revenu net total											
2000	4	29	40	27	665	215	390	558	389	118	2 436
2001	3	-46	29	39	883	408	446	143	538	230	2 674
2002	3	120	7	65	484	440	504	-11	-174	76	1 512
2003	1	16	6	12	676	212	452	691	583	125	2 775
2004	4	11	39	14	913	643	248	863	1 156	136	4 026
2005	5	3	46	38	659	422	97	740	409	22	2 441
2006	4	43	37	57	469	0	302	-197	-464	-122	129
2007	3	-17	5	-5	790	-220	250	503	-194	-113	1 002
2008	0	-45	-2	-9	687	262	724	3 450	1 199	-134	6 133

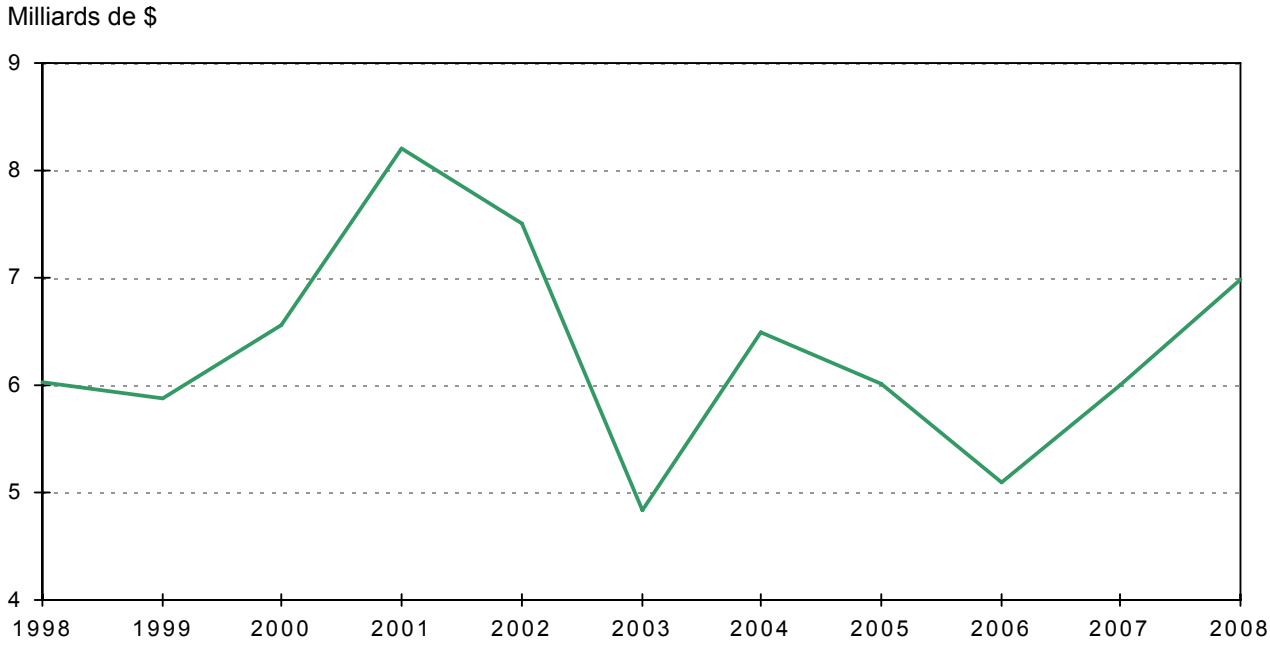
Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles, mai 2009.*

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 1998-2008



Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2009.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 1998-2008



Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2003-2008

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de $ -										
2003											
Assurance-récolte[1]	0	1	1	1	47	119	86	929	519	4	1 707
CSRN	0	7	8	6	15	191	87	246	148	16	723
Subventions laitières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide-désastre au revenu	0	6	1	1	4	40	27	141	204	17	440
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	711	0	0	0	0	0	711
Autres paiements[2]	0	8	7	5	98	236	109	284	498	22	1 266
Paiements totaux	**1**	**23**	**16**	**12**	**875**	**585**	**308**	**1 600**	**1 368**	**59**	**4 848**
Rabais sur intrants	0	0	1	0	83	6	0	1	12	0	102
Total	**1**	**23**	**17**	**12**	**958**	**591**	**308**	**1 601**	**1 380**	**59**	**4 950**
Primes des producteurs	0	2	0	0	206	61	65	221	168	3	727
2004											
Assurance production[1]	0	3	0	3	63	82	84	280	230	10	756
PCSRA	0	11	6	14	7	108	79	222	305	25	777
CSRN	0	11	8	11	16	223	125	298	220	22	934
Aide-désastre au revenu	0	3	2	1	1	16	14	94	99	8	237
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	626	0	0	0	0	0	626
Autres paiements[2]	1	12	9	7	122	246	129	297	588	122	1 532
Paiements totaux	**1**	**40**	**25**	**36**	**835**	**674**	**430**	**1 190**	**1 443**	**188**	**4 862**
Rabais sur intrants	0	0	1	0	88	5	1	0	19	0	113
Total	**1**	**40**	**26**	**36**	**923**	**680**	**431**	**1 190**	**1 461**	**188**	**4 976**
Primes des producteurs	0	3	0	0	196	54	81	207	156	3	700
2005											
Assurance production[1]	0	6	1	5	59	50	299	277	115	8	820
PCSRA	1	27	7	23	253	212	187	505	450	50	1 715
CSRN	0	4	4	5	8	92	65	157	94	12	442
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	0	0	0	0	0	391
Autres paiements[2]	0	8	15	7	38	446	149	384	458	50	1 555
Paiements totaux	**1**	**46**	**27**	**40**	**749**	**800**	**699**	**1 323**	**1 117**	**120**	**4 923**
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	5	20	0	17	0	139
Total	**1**	**46**	**28**	**40**	**845**	**806**	**718**	**1 323**	**1 134**	**120**	**5 062**
Primes des producteurs	0	3	0	2	123	44	59	216	159	3	610

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2009.

[1] Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production

[2] Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2003-2008 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de $ -										
2006											
Assurance production[1]	0	6	2	6	56	41	146	143	189	14	600
PCSRA	1	10	9	22	181	249	258	446	360	71	1 606
CSRN	0	3	3	4	7	72	47	109	63	9	317
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	497	0	0	0	0	0	497
Autres paiements[2]	0	2	1	2	118	300	175	570	335	12	1 514
Paiements totaux	**1**	**21**	**15**	**34**	**858**	**662**	**626**	**1 267**	**945**	**105**	**4 534**
Rabais sur intrants	0	1	1	0	102	5	25	0	17	0	150
Total	**1**	**22**	**15**	**34**	**960**	**667**	**651**	**1 267**	**962**	**105**	**4 684**
Primes des producteurs	0	4	0	2	161	42	69	200	158	4	640
2007											
Assurance production[1]	0	6	2	7	62	81	67	120	209	17	571
PCSRA	0	7	5	14	176	201	139	214	310	44	1 111
Agri-stabilité	0	0	1	2	8	0	29	3	0	1	43
CSRN	0	3	2	3	6	63	37	95	57	6	272
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	838	0	0	0	0	0	838
Autres paiements[2]	0	5	8	4	45	252	141	438	331	33	1 258
Paiements totaux	**1**	**21**	**18**	**31**	**1 134**	**597**	**413**	**871**	**907**	**101**	**4 093**
Rabais sur intrants	0	0	1	0	110	5	26	0	13	0	155
Total	**1**	**22**	**18**	**31**	**1 245**	**602**	**438**	**871**	**920**	**101**	**4 248**
Primes des producteurs	0	3	1	3	270	53	88	247	175	4	843
2008											
Assurance production[1]	0	9	1	10	43	68	78	94	262	32	599
PCSRA	1	8	2	7	109	245	75	123	605	36	1 210
Agri-investissement	0	1	0	1	46	15	12	20	25	4	125
Agri-stabilité	0	4	3	7	224	197	89	45	63	13	647
CSRN	0	3	2	3	5	54	33	85	49	6	240
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Autres paiements[2]	0	4	3	1	665	187	35	270	134	8	1 306
Paiements totaux	**1**	**29**	**13**	**28**	**1 092**	**768**	**322**	**637**	**1 138**	**99**	**4 127**
Rabais sur intrants	0	0	1	0	114	5	30	0	11	0	163
Total	**1**	**30**	**13**	**29**	**1 206**	**773**	**352**	**637**	**1 149**	**99**	**4 290**
Primes des producteurs	0	4	1	3	181	56	116	349	251	6	966

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2009.

1 Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production

2 Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2006-2008

Province	2006	2007	2008 préliminaire	08/07
	- Dollars par ferme -			
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	519 477	515 233	605 779	18 %
Dépenses d'exploitation	489 647	475 500	540 132	14 %
Bénéfice net d'exploitation	29 830	39 733	65 647	65 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	334 080	353 551	405 193	15 %
Dépenses d'exploitation	296 783	316 059	354 961	12 %
Bénéfice net d'exploitation	37 298	37 492	50 232	34 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	252 607	277 381	286 423	3 %
Dépenses d'exploitation	214 502	233 543	250 044	7 %
Bénéfice net d'exploitation	38 105	43 838	36 379	-17 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	312 767	329 376	377 589	15 %
Dépenses d'exploitation	265 902	284 498	327 159	15 %
Bénéfice net d'exploitation	46 865	44 878	50 430	12 %
Québec				
Revenus d'exploitation	301 881	334 382	376 829	13 %
Dépenses d'exploitation	257 303	284 238	320 312	13 %
Bénéfice net d'exploitation	44 577	50 144	56 517	13 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	257 646	263 380	283 961	8 %
Dépenses d'exploitation	225 105	231 808	245 896	6 %
Bénéfice net d'exploitation	32 541	31 572	38 065	21 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	252 901	269 732	320 024	19 %
Dépenses d'exploitation	228 823	233 045	276 996	19 %
Bénéfice net d'exploitation	24 078	36 687	43 028	17 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	155 844	177 982	212 288	19 %
Dépenses d'exploitation	131 538	145 541	167 389	15 %
Bénéfice net d'exploitation	24 305	32 441	44 899	38 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	258 588	274 827	307 027	12 %
Dépenses d'exploitation	230 472	239 964	260 821	9 %
Bénéfice net d'exploitation	28 116	34 863	46 206	33 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	298 986	304 837	351 691	15 %
Dépenses d'exploitation	266 474	277 192	325 478	17 %
Bénéfice net d'exploitation	32 512	27 645	26 213	-5 %
Canada				
Revenus d'exploitation	242 928	260 016	293 378	13 %
Dépenses d'exploitation	212 274	224 438	249 324	11 %
Bénéfice net d'exploitation	30 655	35 970	44 054	22 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2006-2008

Type de ferme	2006	2007	2008 préliminaire	08/07
	- Dollars par ferme -			
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	403 114	437 830	472 617	8 %
Dépenses d'exploitation	307 232	334 988	365 260	9 %
Bénéfice net d'exploitation	95 881	102 842	107 357	4 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	190 486	205 016	221 446	8 %
Dépenses d'exploitation	181 242	193 913	208 154	7 %
Bénéfice net d'exploitation	9 245	11 103	13 292	20 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	958 250	1 040 803	1 228 143	18 %
Dépenses d'exploitation	898 357	977 991	1 200 945	23 %
Bénéfice net d'exploitation	59 893	62 812	27 198	-57 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	835 889	894 700	1 056 936	18 %
Dépenses d'exploitation	731 708	785 065	925 566	18 %
Bénéfice net d'exploitation	104 182	109 635	131 370	20 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	163 766	195 927	244 655	25 %
Dépenses d'exploitation	135 740	156 058	185 555	19 %
Bénéfice net d'exploitation	28 026	39 869	59 100	48 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	771 448	890 400	1 022 357	15 %
Dépenses d'exploitation	653 712	761 983	856 691	12 %
Bénéfice net d'exploitation	117 735	128 417	165 666	29 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	181 866	200 017	221 005	10 %
Dépenses d'exploitation	153 937	163 633	189 757	16 %
Bénéfice net d'exploitation	27 929	36 384	31 248	-14 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	375 630	368 129	376 026	2 %
Dépenses d'exploitation	319 075	318 631	329 944	4 %
Bénéfice net d'exploitation	56 555	49 498	46 082	-7 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	902 752	874 641	962 684	10 %
Dépenses d'exploitation	812 471	801 062	874 870	9 %
Bénéfice net d'exploitation	90 281	73 579	87 814	19 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	242 928	260 016	293 378	13 %
Dépenses d'exploitation	212 274	224 438	249 324	11 %
Bénéfice net d'exploitation	30 655	35 970	44 054	22 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu[1], fermes non constituées en société, Canada, 2006

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme[2]	Revenus de placement	Revenus de pensions	Autres revenus hors-ferme[3]	Revenus hors-ferme total	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total							
Toutes les fermes									
Moins de 10 000 $[4]	5 400	4,3	13 644	2 391	3 885	4 738	24 658	-48 357	-23 700
10 000 $ - 19 999 $	4 590	3,7	9 023	2 501	6 005	4 301	21 830	-6 228	15 602
20 000 $ - 29 999 $	7 920	6,4	11 418	2 067	9 687	4 082	27 254	-1 967	25 287
30 000 $ - 39 999 $	10 610	8,5	13 720	2 849	11 440	4 215	32 224	2 940	35 164
40 000 $ - 49 999 $	11 360	9,1	20 808	3 052	9 518	4 424	37 802	7 249	45 051
50 000 $ - 99 999 $	47 870	38,4	37 710	4 646	9 852	4 997	57 204	15 619	72 823
100 000 $ +	36 790	29,5	98 912	14 469	8 421	7 436	129 238	43 247	172 485
TOTAL	124 560	100,0	48 426	6 908	9 123	5 503	69 960	17 240	87 200
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 $ à 49 999 $)									
Moins de 10 000 $[4]	1 690	3,0	13 182	2 083	5 410	3 897	24 572	-29 300	-4 728
10 000 $ - 19 999 $	2 670	4,7	7 913	F	7 731	4 194	22 963	-8 021	14 942
20 000 $ - 29 999 $	4 990	8,7	10 108	2 331	12 434	3 835	28 708	-3 086	25 622
30 000 $ - 39 999 $	6 100	10,7	14 330	3 065	15 157	3 768	36 320	-1 207	35 113
40 000 $ - 49 999 $	6 180	10,8	24 533	3 837	12 424	3 728	44 522	181	44 703
50 000 $ - 99 999 $	22 200	38,8	47 725	5 451	13 915	4 425	71 514	185	71 699
100 000 $ +	13 400	23,4	136 308	17 850	12 220	6 767	173 144	-1 806	171 338
TOTAL	57 240	100,0	56 245	7 445	12 820	4 750	81 261	-1 964	79 297
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 $ à 99 999 $)									
Moins de 10 000 $[4]	1 230	5,4	11 484	1 491	4 290	4 610	21 874	-35 517	-13 643
10 000 $ - 19 999 $	890	3,9	8 336	1 920	4 631	3 910	18 796	-3 154	15 642
20 000 $ - 29 999 $	1 470	6,5	13 019	1 643	6 369	4 247	25 277	149	25 426
30 000 $ - 39 999 $	2 330	10,3	11 801	3 002	8 166	4 392	27 362	7 949	35 310
40 000 $ - 49 999 $	2 420	10,6	17 544	2 318	7 933	4 866	32 660	12 716	45 376
50 000 $ - 99 999 $	9 160	40,3	37 067	5 438	9 543	4 983	57 032	16 057	73 089
100 000 $ +	5 230	23,0	116 673	17 859	9 614	7 062	151 208	14 154	165 362
TOTAL	22 730	100,0	46 660	7 119	8 565	5 279	67 622	9 862	77 484
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 $ et plus)									
Moins de 10 000 $[4]	2 470	5,5	15 039	3 051	2 637	5 379	26 105	-68 133	-42 027
10 000 $ - 19 999 $	1 040	2,3	12 452	1 399	2 754	4 909	21 514	-4 145	17 369
20 000 $ - 29 999 $	1 450	3,3	14 293	1 591	3 615	4 766	24 264	-265	23 999
30 000 $ - 39 999 $	2 190	4,9	14 068	2 080	4 538	5 279	25 965	9 128	35 093
40 000 $ - 49 999 $	2 770	6,2	15 350	1 940	4 425	5 590	27 305	18 224	45 529
50 000 $ - 99 999 $	16 510	37,0	24 602	3 123	4 561	5 773	38 060	36 119	74 178
100 000 $ +	18 160	40,7	66 181	10 995	5 271	8 038	90 485	84 887	175 372
TOTAL	44 590	100,0	39 290	6 110	4 661	6 585	56 645	45 651	102 296

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

[1] Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.

[2] Le revenu d'un travail hors ferme inclut les « salaires et traitements » et les « revenus nets d'un travail indépendant non agricole ».

[3] Autres revenus hors ferme incluent les « transferts sociaux gouvernementaux et les REER ».

[4] Comprend les pertes.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2002

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2002. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2002 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme l'Agri-stabilité, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 $ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 $.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (nº 21-011 et nº 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans “Pour comprendre des mesures du revenu agricole” de Statistique Canada (nº 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des ventes des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d’assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la foret et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engages par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les revenus d’exploitation que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter a *Base de données complètes sur les exploitations agricoles*, *Manuel de référenc*e, de Statistique Canada (nº 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales (PDF) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

1) particulier n’appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
3) familles dont les membres exploitent plus d’une ferme;
4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d’exploitation brutes inférieures à 10 000 $.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.

SECTION B

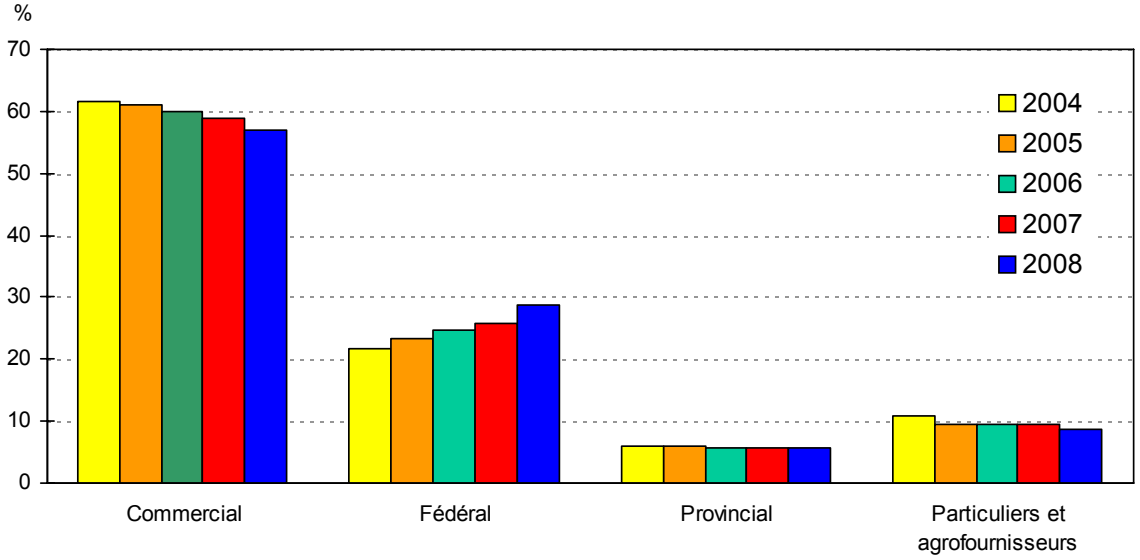
Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1999-2008

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de $ -										
1999	53	414	418	378	6 550	8 358	3 422	6 024	8 692	2 253	36 562
2000	47	435	422	379	7 180	9 091	3 628	6 175	9 162	2 298	38 819
2001	54	464	442	399	7 651	9 634	3 831	6 248	9 561	2 365	40 647
2002	63	504	488	443	8 589	10 925	4 100	6 258	9 916	2 568	43 855
2003	67	555	534	518	8 991	11 442	4 585	6 757	10 613	2 798	46 860
2004	78	578	562	519	9 326	12 146	4 892	6 914	10 881	3 004	48 900
2005	77	574	606	532	9 527	12 570	5 134	7 199	10 961	3 028	50 210
2006	92	583	608	537	9 866	12 749	5 414	7 511	11 548	3 379	52 287
2007	114	596	671	545	10 329	13 789	5 913	7 438	11 799	3 915	55 110
2008	126	606	724	568	10 677	14 240	6 292	7 930	12 672	4 158	57 992

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2009.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2004-2008



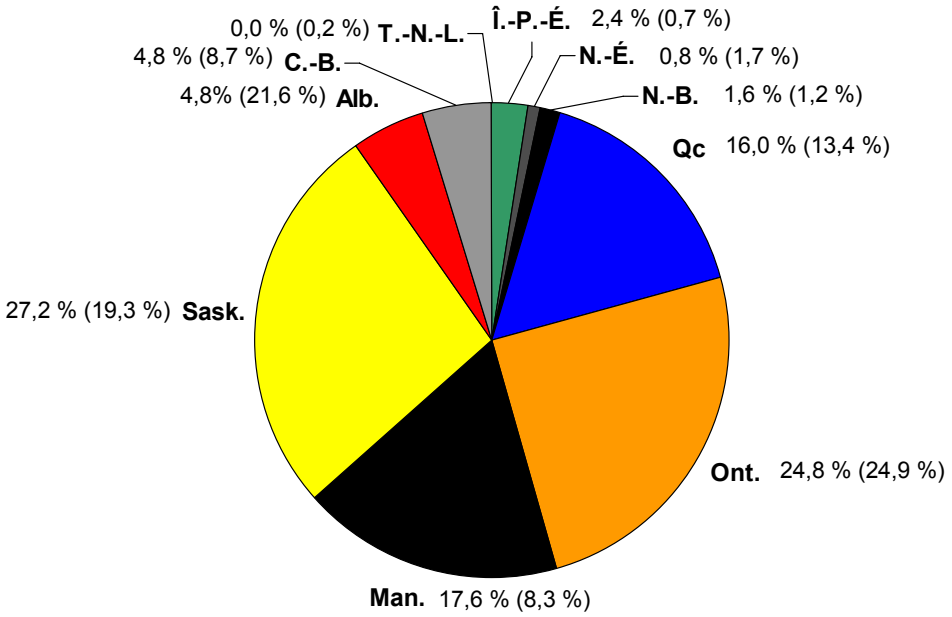
Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2009.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1995-2009

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./ Yn	Canada
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197
2003	0	1	4	1	46	22	28	59	46	15	0	222
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2006	0	6	1	4	37	29	36	79	16	8	0	216
2007	1	2	3	3	30	21	14	49	15	1	0	139
2008	0	3	1	2	20	31	22	34	6	6	0	125
2009 (janv-.juil.)	0	1	5	0	6	16	10	11	7	3	1	54

Source : Bureau du surintendant des faillites.
Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2008



Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006.

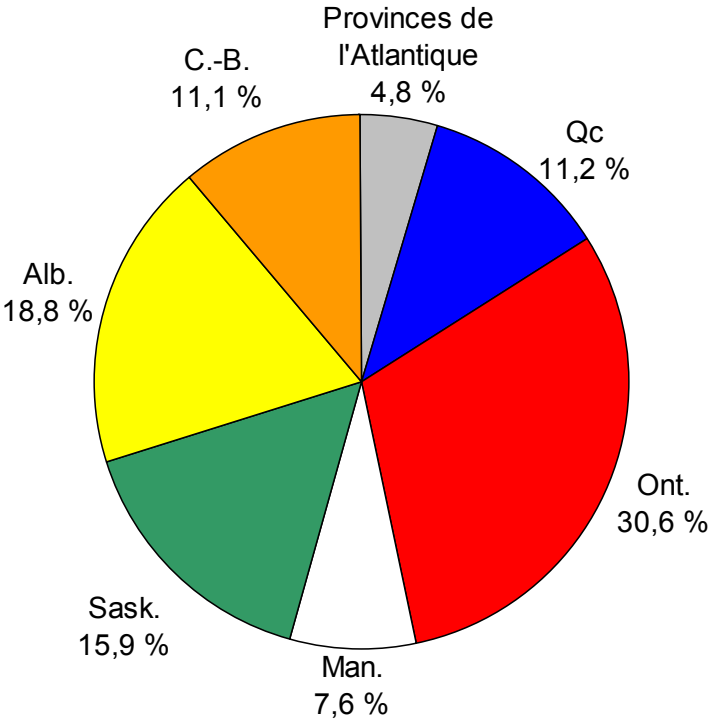
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2006, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2006.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2003-2004 à 2008-2009

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Nombre total de prêts	87 423	90 492	95 768	101 470	98 066	106 867
Montant total des prêts (en millions de $)	10 039	11 150	12 310	13 550	14 992	17 098
Nombre de prêts approuvés	26 529	27 948	28 634	28 684	32 561	31 037
Montant des prêts approuvés (en millions de $)	2 862	3 067	3 317	3 715	4 285	5 068
Montant moyen des prêts approuvés ($)	107 871	109 747	115 852	129 504	131 600	163 302

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2008



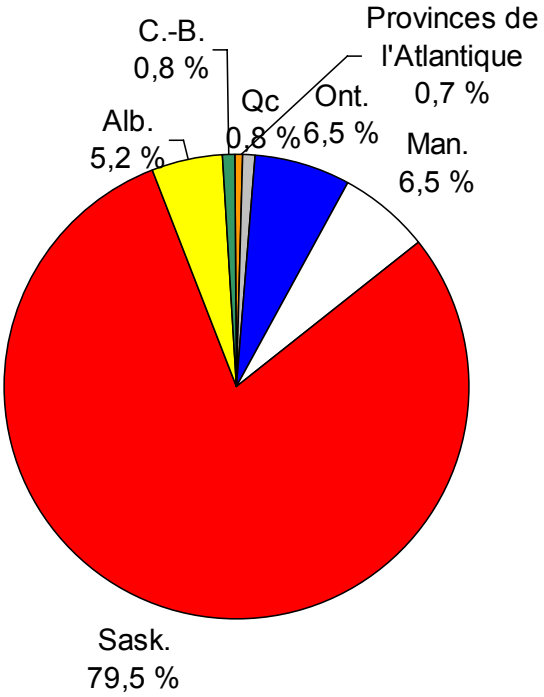
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPAACFC), 2001-2002 à 2008-2009

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	4 722	3 155	2 829	2 128	1 803	2 197	1 740	1 803
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de $)	160 425	105 601	105 095	74 472	63 901	83 601	74 472	63 901
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés ($)	33 974	33 471	37 149	34 996	35 442	50 257	42 967	35 442

Source : Pour 2001-2002 et 2002-2003, rapport de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Pour 2003-2004 à 2008-2009, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, année fiscale 2007



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2005, 2006 et 2007

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 2005	2 743 915	892 635	2 097 375	3 106 570	1 256 595	2 912 255	1 163 000	1 283 380
- 2006	2 882 575	977 323	2 091 242	3 590 813	1 371 278	3 267 074	1 235 340	1 355 517
- 2007	3 131 425	1 007 173	2 058 978	3 576 187	1 276 717	3 697 566	1 413 198	1 455 158
Passif agricole								
- 2005	684 010	134 760	588 515	548 395	257 810	792 170	196 095	247 435
- 2006	679 553	145 538	604 604	687 174	242 004	898 667	205 802	252 981
- 2007	806 847	153 437	737 740	753 188	243 744	972 647	206 521	265 776
Avoir net								
- 2005	2 059 905	757 875	1 508 860	2 558 175	998 785	2 120 085	966 905	1 035 945
- 2006	2 203 021	831 785	1 486 638	2 903 639	1 129 274	2 368 407	1 029 538	1 102 537
- 2007	2 324 578	853 736	1 321 239	2 822 999	1 032 973	2 724 919	1 206 677	1 189 383
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	96 020	16 080	96 645	63 010	40 185	78 150	31 105	35 665
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	101 036	17 418	85 621	128 611	45 034	150 552	43 157	44 893
ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 2005	2 626 105	537 065	1 075 610	2 070 550	584 595	2 600 000	971 140	1 222 500
- 2006	2 860 939	530 886	947 203	2 382 519	674 938	2 589 132	1 019 455	1 242 363
- 2007	2 954 218	576 574	1 071 906	2 945 024	548 332	2 807 854	1 025 133	1 509 370
Passif agricole								
- 2005	585 955	70 690	455 750	419 685	119 045	782 235	170 335	282 380
- 2006	771 915	63 840	369 070	491 098	113 265	801 217	195 874	307 880
- 2007	860 221	112 567	534 602	674 958	184 552	999 393	317 718	530 565
Avoir net								
- 2005	2 040 150	466 375	619 860	1 650 865	465 550	1 817 650	800 805	940 120
- 2006	2 089 024	467 045	578 133	1 891 421	561 674	1 787 915	823 582	934 483
- 2007	2 174 284	508 399	616 504	2 397 761	445 449	1 883 684	762 670	1 127 865
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	77 300	9 655	39 005	70 940	20 355	73 605	27 575	35 355
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	91 170	12 881	94 738	103 376	36 194	130 752	41 215	65 229

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2005, 2006 et 2007 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 2005	2 213 235	578 495	1 260 870	3 180 535	954 435	2 571 465	1 246 720	1 344 395
- 2006	2 176 860	702 065	1 321 283	3 769 439	1 017 812	2 647 029	1 353 863	1 410 626
- 2007	2 412 444	661 314	1 270 860	3 474 523	902 933	1 638 110	1 220 714	1 353 078
Passif agricole								
- 2005	606 675	129 700	537 870	581 045	273 980	667 835	298 135	356 920
- 2006	572 551	172 894	567 218	687 786	288 624	691 201	346 352	370 966
- 2007	716 366	176 926	573 112	656 950	239 631	457 905	276 782	371 122
Avoir net								
- 2005	1 606 560	448 795	723 000	2 599 490	680 455	1 903 630	948 585	987 475
- 2006	1 604 309	529 171	754 065	3 081 653	729 188	1 955 828	1 007 512	1 039 660
- 2007	1 696 078	484 388	697 748	2 817 572	663 302	1 180 205	943 932	981 956
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	81 270	15 675	41 285	96 755	40 020	42 745	20 040	41 545
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	91 205	21 449	41 162	70 816	32 023	21 396	21 396	54 016
ONTARIO								
Actif agricole								
- 2005	2 819 745	765 045	1 700 490	3 131 945	1 340 925	1 928 245	1 247 380	1 416 105
- 2006	3 068 668	877 806	1 874 645	3 389 344	1 397 728	3 540 355	1 223 514	1 470 471
- 2007	3 324 902	906 628	1 887 915	3 533 501	1 245 789	5 230 182	1 333 320	1 543 341
Passif agricole								
- 2005	674 960	99 600	538 775	562 510	271 425	456 690	168 655	270 490
- 2006	619 960	106 961	551 159	664 177	247 881	794 046	157 065	264 080
- 2007	725 676	116 349	786 897	815 976	259 770	715 870	195 145	298 698
Avoir net								
- 2005	2 144 785	665 445	1 161 715	2 569 435	1 069 500	1 471 355	1 078 725	1 145 615
- 2006	2 448 709	770 846	1 323 486	2 725 167	1 149 847	2 746 308	1 066 448	1 206 391
- 2007	2 599 226	790 280	1 101 018	2 717 525	986 020	4 514 312	1 138 176	1 244 643
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	87 915	12 990	70 560	37 575	42 595	20 845	30 205	37 900
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	183 039	14 224	52 194	183 039	43 484	288 650	22 024	43 969

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2005, 2006 et 2007 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 2005	2 658 580	608 390	3 150 390	1 729 280	x	6 247 600	1 139 405	1 081 520
- 2006	3 181 568	633 369	2 840 604	2 168 956	2 549 250	9 397 203	1 242 705	1 108 669
- 2007	3 599 224	600 809	3 865 418	2 713 186	1 006 876	9 646 205	1 458 312	1 315 231
Passif agricole								
- 2005	691 770	102 790	761 070	266 985	x	1 705 465	229 920	224 820
- 2006	821 870	137 245	785 179	384 221	381 921	2 971 761	262 214	248 345
- 2007	1 076 888	98 009	1 075 954	578 686	868 570	2 523 033	278 882	266 944
Avoir net								
- 2005	1 966 810	505 595	2 389 320	1 462 295	x	4 542 135	909 485	856 700
- 2006	2 359 698	496 123	2 055 425	1 784 734	2 167 329	6 425 441	980 491	860 324
- 2007	2 522 336	502 800	2 789 464	2 134 499	x	7 123 172	1 179 430	1 048 287
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	135 370	10 215	191 905	31 960	x	257 645	31 960	32 280
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	148 098	5 988	186 557	122 994	46 050	584 931	46 861	44 705
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 2005	3 515 325	642 940	6 249 440	x	x	x	913 875	853 230
- 2006	3 301 043	676 151	3 037 839	4 289 734	614 986	2 359 639	950 674	889 386
- 2007	4 329 821	724 954	4 082 301	5 875 953	x	x	1 188 333	1 086 731
Passif agricole								
- 2005	1 314 450	115 430	986 445	x	x	x	179 230	163 865
- 2006	790 915	124 300	676 644	1 086 766	52 725	856 281	183 556	171 835
- 2007	1 290 445	132 480	971 445	1 276 997	x	x	176 889	172 853
Avoir net								
- 2005	2 200 875	527 510	5 263 000	x	x	x	734 645	689 365
- 2006	2 510 128	551 852	2 361 195	3 202 967	562 261	1 503 358	767 118	717 551
- 2007	3 039 375	592 474	3 110 856	4 598 956	x	x	1 011 444	913 878
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	157 140	9 980	380 075	x	x	x	28 400	25 025
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	61 026	14 796	143 876	201 347	71 724	x	47 136	39 306

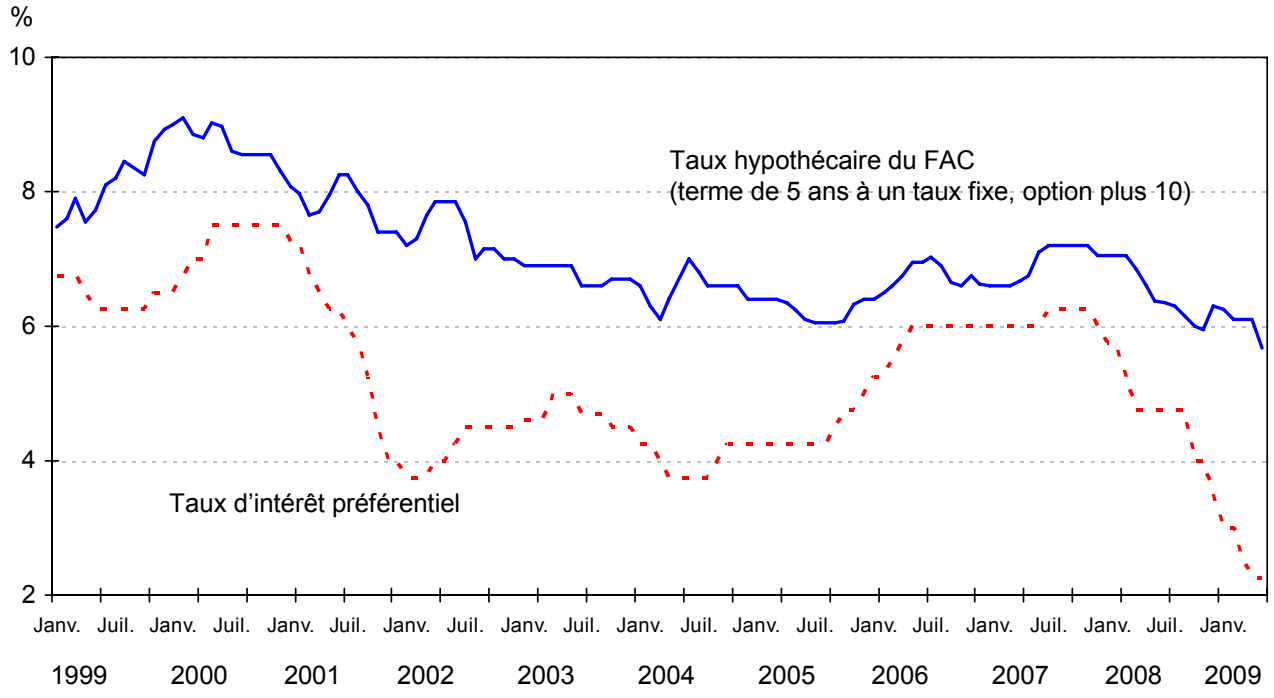
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2005, 2006 et 2007 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 2005	5 037 620	1 294 905	4 454 650	3 374 840	x	4 609 075	1 519 530	1 470 915
- 2006	5 571 000	1 365 882	5 758 599	4 534 174	3 176 009	4 197 787	1 824 998	1 611 095
- 2007	5 662 553	1 376 507	3 332 089	3 508 198	x	6 566 875	1 987 874	1 692 647
Passif agricole								
- 2005	1 160 150	187 570	708 500	670 995	x	1 378 595	205 450	216 175
- 2006	1 247 141	183 555	832 457	1 079 108	586 216	1 135 199	232 920	217 896
- 2007	1 486 572	206 691	751 609	860 789	x	1 676 954	218 732	225 954
Avoir net								
- 2005	3 877 470	1 107 335	3 746 150	2 703 845	x	3 230 480	1 314 080	1 254 740
- 2006	4 323 859	1 182 326	4 926 142	3 455 065	2 589 794	3 062 588	1 592 077	1 393 198
- 2007	4 175 981	1 169 817	2 580 480	2 647 409	x	4 889 921	1 769 142	1 466 693
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	200 320	23 565	221 235	183 100	x	138 960	39 560	38 765
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	129 184	23 321	33 271	153 008	39 378	325 629	60 862	45 644
COLOMBIE-BRITANIQUE								
Actif agricole								
- 2005	6 252 155	1 057 910	2 681 810	3 823 055	1 748 255	4 707 180	1 437 525	1 909 620
- 2006	7 257 767	1 358 190	2 041 138	4 396 328	1 863 507	3 652 818	1 981 602	2 136 005
- 2007	7 794 376	1 481 246	3 861 898	3 950 161	1 999 421	5 449 355	1 691 263	2 259 054
Passif agricole								
- 2005	1 122 605	103 035	619 190	612 315	292 710	303 730	227 930	328 430
- 2006	1 678 489	126 576	493 622	705 107	254 385	340 227	212 098	344 415
- 2007	1 675 265	118 743	731 063	693 010	306 943	339 802	159 818	350 539
Avoir net								
- 2005	5 129 550	954 875	2 062 620	3 210 740	1 455 545	4 403 450	1 205 600	1 581 190
- 2006	5 579 278	1 231 614	1 547 516	3 691 221	1 609 122	3 312 591	1 769 504	1 791 591
- 2007	6 119 110	1 362 503	3 130 836	3 257 151	1 692 477	5 109 553	1 531 445	1 908 515
Nouveaux investissements (nets)								
- 2005	217 510	19 730	132 350	44 380	46 020	107 975	43 490	46 360
- 2006	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2007	214 806	19 268	18 703	56 397	52 159	126 432	34 424	52 871

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1999-2009



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2008 et 2009

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	été 2008	été 2009	été 2008	été 2009
Azote ($CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	1 312,31	847,67	1 268,05	792,06
Urée (46-0-0)	854,12	453,89	804,31	503,75
Phosphate ($CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	1 401,25	578,31	1 381,42	660,72
Potasse ($CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	684,44	963,11	821,11	932,21
Carburant (CAN¢/litre)				
Diesel	122,8	79,8	114,4	69,3
Essence (ordinaire sans plomb)	121,9	92,5	108,4	80,5

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2008 et 2009

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 18 juin 2008	le 10 juin 2009	le 18 juin 2008	le 10 juin 2009
Azote ($CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	1 096,96	1 062,50	1 052,05	788,45
Urée (46-0-0)	726,31	759,96	781,31	576,84
Solution d'azote 28	465,50	478,36	491,30	387,50
Nitrate d'ammonium	566,11	721,31	670,88	-
Phosphate ($CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	1 179,99	1 099,18	1 288,03	717,70
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	907,43	1 056,25	1 214,95	703,78
Superphosphate triple (0-46-0)	972,57	1 305,80	1 072,91	712,79
Potasse ($CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	656,37	1073,86	752,47	1 012,96
Carburant (CAN¢/litre)				
Diesel	129,1	77,0	116,6	67,0
Essence (ordinaire sans plomb)	128,1	94,0	110,1	85,0

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2004-2008

	2004	2005	2006	2007	2008
	(000 $)				
Dépenses liées à la machinerie	3 756 113	4 134 136	4 276 318	4 498 095	5 147 900
Aliments achetés	4 615 375	4 134 003	4 097 993	4 813 781	5 541 227
Salaires en espèces, gîte et couvert	3 746 363	3 848 080	3 985 796	4 098 318	4 240 151
Engrais et chaux	2 436 812	2 489 961	2 610 776	3 201 313	4 678 839
Intérêts	2 219 782	2 283 157	2 650 054	2 945 978	2 825 578
Loyer	1 301 207	1 305 313	1 331 299	1 466 017	1 731 912
Pesticides	1 694 749	1 757 561	1 787 729	1 923 586	1 998 329
Achats de bétail	1 151 296	1 511 535	1 492 908	1 251 441	1 241 314
Semences	1 109 228	1 130 502	1 155 958	1 274 400	1 412 152
Réparations des bâtiments et clôtures	710 630	736 496	751 474	768 974	762 162
Électricité	688 002	713 983	752 239	814 615	826 512
Impôts fonciers	549 681	536 340	515 408	521 778	541 651
Assurance-récolte et grêle	525 524	507 226	504 539	600 910	812 616
Assurance commerciale	651 666	673 739	693 487	732 237	755 109
Insémination et vétérinaire	646 820	665 928	693 860	709 756	723 242
Autres*	3 604 208	3 703 017	3 889 615	4 122 537	4 255 097
Amortissement	4 612 596	4 800 556	4 848 573	5 021 122	5 209 460
Dépenses totales	34 020 052	34 931 533	36 038 026	38 764 858	42 703 251

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2009.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2008-2009. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent des rapports sur le rendement du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada portant sur les années 2001-2002 et 2002-2003 et du rapport de l'Administration de la LPAACFC de 2003-2004 à 2008-2009. Les données sur la répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, par province, ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée chaque année par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 $.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains

attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

SECTION C

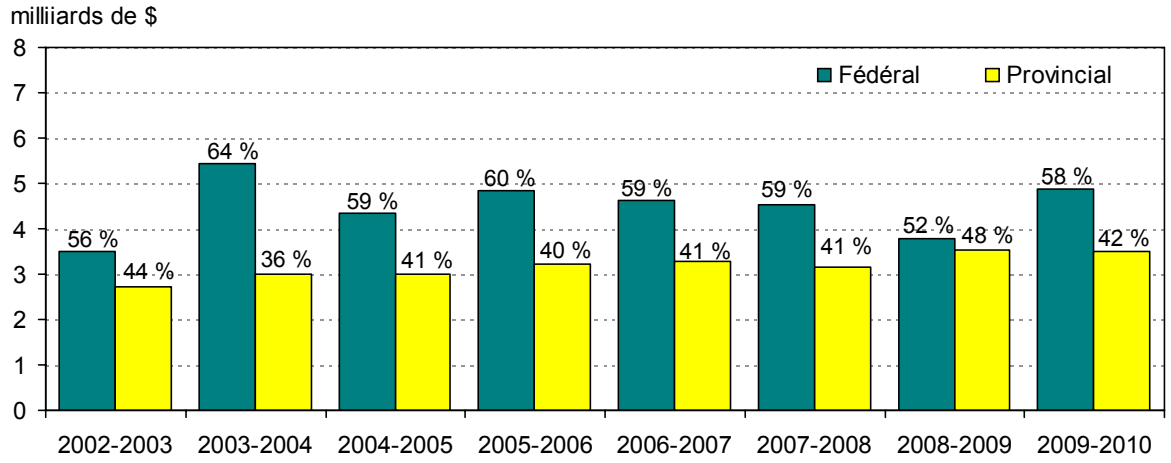
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2002-2003 à 2009-2010

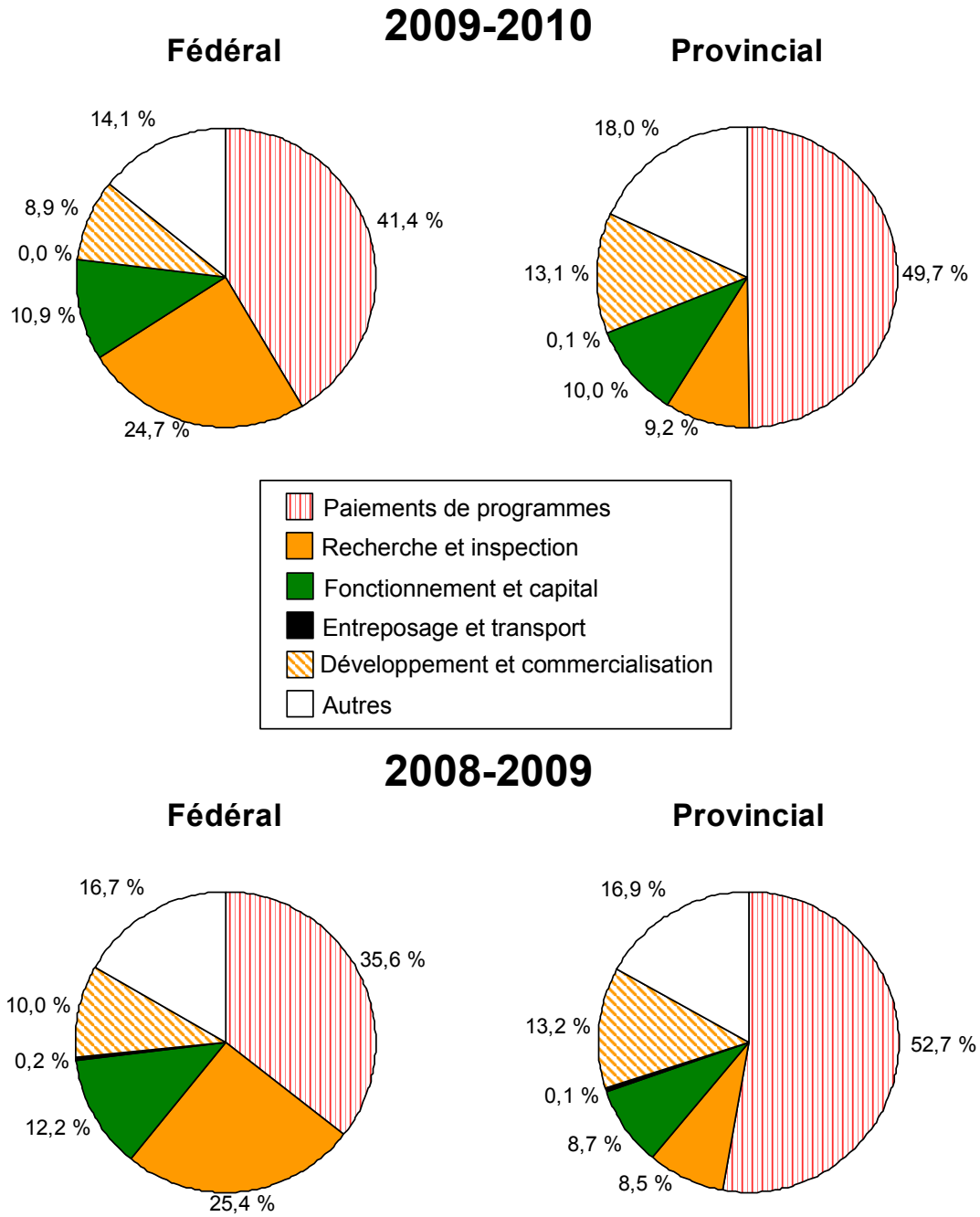
Réparties		2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
		(000 $)							
T.-N.-L.	Fédéral	8 289	6 950	11 622	14 035	8 989	12 574	9 924	14 475
	Provincial	10 532	14 229	10 713	14 872	15 485	18 121	17 339	29 476
	% Féd.	44,04	32,81	52,03	48,55	36,73	40,96	36,40	32,93
Î.-P.-É.	Fédéral	46 021	40 396	46 280	31 086	40 817	37 581	43 060	62 218
	Provincial	29 804	34 463	38 770	31 852	28 268	43 137	33 417	31 026
	% Féd.	60,69	53,96	54,42	49,39	59,08	46,56	56,30	66,73
N.-É.	Fédéral	31 188	41 195	34 938	35 587	40 916	39 245	29 215	51 764
	Provincial	40 672	42 934	49 037	47 333	45 628	66 064	56 776	55 147
	% Féd.	43,40	48,97	41,61	42,92	47,28	37,27	33,97	48,42
N.-B.	Fédéral	30 637	48 112	45 854	33 109	46 819	53 804	32 930	52 400
	Provincial	22 610	23 096	31 962	26 574	25 667	30 675	33 246	29 541
	% Féd.	57,54	67,57	58,93	55,47	64,59	63,69	49,76	63,95
Qc	Fédéral	330 842	589 534	523 602	537 417	529 269	650 558	339 703	561 318
	Provincial	670 114	704 003	708 706	844 547	937 572	922 315	1 082 829	1 058 679
	% Féd.	33,05	45,58	42,49	38,89	36,08	41,36	23,88	34,65
Ont.	Fédéral	588 620	845 350	668 650	796 385	762 065	903 845	878 700	996 820
	Provincial	424 849	455 240	579 508	540 901	513 204	719 405	455 428	660 077
	% Féd.	58,08	65,00	53,57	59,55	59,76	55,68	65,86	60,16
Man.	Fédéral	415 637	512 982	469 310	604 275	519 005	552 679	312 068	526 675
	Provincial	179 213	273 550	204 798	300 319	248 121	290 031	274 962	271 906
	% Féd.	69,87	65,22	69,62	66,80	67,66	65,58	53,16	65,95
Sask.	Fédéral	870 165	1 272 169	986 886	1 147 828	1 073 796	865 976	645 144	842 266
	Provincial	393 007	427 519	458 874	489 963	421 240	331 289	434 113	536 716
	% Féd.	68,89	74,85	68,26	70,08	71,82	72,33	59,78	61,08
Alb.	Fédéral	767 092	1 492 378	891 659	1 054 875	924 598	751 748	730 877	910 691
	Provincial	883 945	975 929	826 089	868 557	967 859	640 895	1 065 854	754 063
	% Féd.	46,46	60,46	51,91	54,84	48,86	53,98	40,68	54,70
C.-B.	Fédéral	101 778	198 637	238 122	160 720	201 867	215 861	150 206	186 744
	Provincial	75 983	61 784	80 408	61 992	73 889	100 947	81 747	72 440
	% Féd.	57,26	76,28	74,76	72,16	73,21	68,14	64,76	72,05
Autres	Fédéral	320 697	392 882	422 035	437 051	473 870	434 822	619 301	667 408
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 510 966	5 440 586	4 338 960	4 852 368	4 622 011	4 518 694	3 791 127	4 872 779
	Provincial	2 730 728	3 012 749	2 988 865	3 226 911	3 276 933	3 162 880	3 535 710	3 499 070
	% Féd.	56,25	64,36	59,21	60,06	58,51	58,83	51,74	58,20

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2002-2003 à 2009-2010



Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	663 295	712 617	807 214	830 073	1 520 814	1 560 470	1 501 720	1 634 981
B. Dépenses de capital	108 284	89 535	127 019	116 128	55 520	54 825	58 649	105 443
C. Dépenses de programmes	2 208 762	2 256 724	2 538 814	2 317 216	3 254 461	3 087 761	2 402 657	3 163 810
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 303 567	1 143 429	1 518 469	1 300 468	1 951 241	1 200 399	528 505	833 805
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	50 900	95 785	48 331	33 559	100 870	449 750	352 311	221 605
c.3 Assurance production	303 890	270 081	365 672	394 041	285 301	344 611	493 243	506 129
c.4 Aide au financement	70 387	126 959	93 941	85 828	38 026	60 578	35 148	470 698
c.5 Entreposage et transport	6 210	2 189	1 950	2 381	1 132	-	6 120	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	19 924	20 265	28 857	22 525	864	833	642	864
c.7 Recherche	88 107	168 594	108 624	119 189	79 397	78 846	22 038	70 976
c.8 Inspection des aliments	51 693	69 336	37 850	42 139	19 807	97 521	72 847	97 071
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	471 352	432 435	618 528	666 899
c.10 Marketing et commercialisation	25 181	46 219	31 321	46 249	90 602	74 592	48 902	111 822
c.11 Développement rural et régional	87 752	83 981	65 828	56 216	77 135	72 707	85 543	95 692
c.12 Environnement	52 160	51 854	62 321	47 645	99 647	201 134	97 826	66 566
c.13 Enseignement	121 454	144 236	136 969	132 316	98	167	78	-
c.14 Vulgarisation	27 538	33 797	38 680	34 660	38 989	74 189	40 927	21 683
D. Dépenses fiscales	467 212	387 284	375 493	390 216	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 447 554	3 446 161	3 848 539	3 653 634	4 830 795	4 703 055	3 963 027	4 904 234
Recouvrements	(170 621)	(283 281)	(312 829)	(154 564)	(208 784)	(184 362)	(171 900)	(31 456)
Total, dépenses nettes	3 276 933	3 162 880	3 535 710	3 499 070	4 622 011	4 518 694	3 791 127	4 872 779
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	8 639	8 516	8 856	10 355	4 217	4 297	4 176	4 543
B. Dépenses de capital	1 425	2 431	2 076	4 090	157	157	161	296
C. Dépenses de programmes	5 421	7 174	6 408	15 031	5 207	8 648	6 076	9 725
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	119	79	261	239	274	416	480	940
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 034	2 090	2 133	5 855	(3)	181	(1)	132
c.3 Assurance production	124	29	27	35	62	43	38	39
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	3	1	14	94
c.5 Entreposage et transport	168	384	173	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	10	3	-	2
c.7 Recherche	439	595	277	456	553	2 143	474	1 131
c.8 Inspection des aliments	50	50	483	3 276	70	272	323	1 293
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 379	2 636	1 578	3 562	221	552	363	1 003
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	3 393	3 315	3 570	3 115
c.12 Environnement	285	387	180	325	556	1 547	652	1 537
c.13 Enseignement	701	724	1 155	1 142	12	101	78	-
c.14 Vulgarisation	122	200	141	140	55	72	85	440
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	15 485	18 121	17 339	29 476	9 581	13 103	10 413	14 564
Recouvrements	-	-	-	-	(591)	(529)	(488)	(89)
Total, dépenses nettes	15 485	18 121	17 339	29 476	8 989	12 574	9 924	14 475

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 373	7 949	7 561	9 689	15 440	15 441	14 439	15 697
B. Dépenses de capital	-	141	141	500	571	554	561	1 020
C. Dépenses de programmes	18 926	33 079	23 746	21 828	26 952	23 451	29 740	45 809
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 490	4 580	3 748	5 091	16 586	4 442	11 806	6 579
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	450	3 581	6 133	1 068	(33)	4 337	7 799	16 726
c.3 Assurance production	3 036	3 098	3 960	5 013	3 984	3 459	4 185	4 294
c.4 Aide au financement	911	6 808	1 359	930	671	1 893	497	8 639
c.5 Entreposage et transport	5	-	-	400	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	8	10	-	-	-	8
c.7 Recherche	2 402	2 391	2 516	1 904	170	485	61	1 234
c.8 Inspection des aliments	623	2 899	508	1 172	306	1 556	370	1 903
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 880	5 542	1 301	938	161	203	235	1 428
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	3 289	4 031	2 824	3 115
c.12 Environnement	65	23	175	1 247	1 372	2 252	1 437	1 447
c.13 Enseignement	3 597	3 787	3 119	3 671	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	467	371	921	384	445	793	528	435
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	28 268	43 137	33 417	33 986	42 963	39 446	44 741	62 526
Recouvrements	-	-	-	(2 960)	(2 146)	(1 865)	(1 681)	(308)
Total, dépenses nettes	28 268	43 137	33 417	31 026	40 817	37 581	43 060	62 218
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	13 186	13 923	15 794	15 661	20 329	19 458	18 047	19 611
B. Dépenses de capital	847	786	697	539	749	708	711	1 279
C. Dépenses de programmes	30 251	50 066	38 952	37 625	22 655	21 461	12 566	31 261
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	5 596	3 471	2 315	1 719	13 206	5 207	1 689	9 321
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	285	520	235	279	(13)	2 975	402	1 163
c.3 Assurance production	234	279	297	215	394	438	277	284
c.4 Aide au financement	2 447	15 544	5 325	4 600	87	164	42	10 152
c.5 Entreposage et transport	436	434	695	1 115	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	30	19	-	11
c.7 Recherche	1 000	1 131	1 123	1 000	1 816	2 043	1 135	2 367
c.8 Inspection des aliments	3 854	4 734	3 790	4 058	197	1 254	2 006	2 015
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	333	4 803	3 924	5 137	1 108	1 151	1 210	1 541
c.11 Développement rural et régional	-	150	-	-	2 814	3 971	3 136	2 644
c.12 Environnement	2 032	1 006	3 167	473	2 643	3 328	1 807	1 348
c.13 Enseignement	11 993	15 476	15 668	16 829	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	2 041	2 518	2 413	2 200	374	911	862	415
D. Dépenses fiscales	1 344	1 290	1 333	1 322	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	45 628	66 064	56 776	55 147	43 734	41 627	31 325	52 151
Recouvrements	-	-	-	-	(2 818)	(2 382)	(2 110)	(386)
Total, dépenses nettes	45 628	66 064	56 776	55 147	40 916	39 245	29 215	51 764

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	11 882	12 722	12 892	13 079	18 622	18 393	17 165	18 662
B. Dépenses de capital	792	695	2 625	664	692	668	674	1 217
C. Dépenses de programmes	11 209	15 374	15 874	14 116	30 108	36 989	17 100	32 888
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	7 463	6 423	6 597	6 470	19 381	18 740	3 973	9 830
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	-	758	1 907	1 555	557	3 943	425	1 027
c.3 Assurance production	1 045	1 535	1 727	1 848	1 638	2 301	2 584	2 652
c.4 Aide au financement	-	-	424	-	514	1 011	474	8 301
c.5 Entreposage et transport	200	1 158	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	95	3	3	-	51	12	-	10
c.7 Recherche	5	0	505	800	1 457	2 144	656	1 275
c.8 Inspection des aliments	222	183	202	131	71	563	1 829	2 120
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	32	1 934	1 302	300	133	193	309	1 550
c.11 Développement rural et régional	120	-	28	-	4 155	5 891	5 502	4 240
c.12 Environnement	218	1 354	1 044	859	1 968	1 916	1 050	1 441
c.13 Enseignement	1 447	1 590	1 470	1 502	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	362	437	666	650	184	274	297	440
D. Dépenses fiscales	1 837	1 934	1 883	1 885	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	25 719	30 725	33 274	29 744	49 422	56 049	34 938	52 767
Recouvrements	(52)	(50)	(28)	(203)	(2 603)	(2 245)	(2 009)	(368)
Total, dépenses nettes	25 667	30 675	33 246	29 541	46 819	53 804	32 930	52 400
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	207 673	200 938	207 260	204 297	254 801	258 897	229 798	250 216
B. Dépenses de capital	19 064	17 524	30 625	31 657	9 424	8 946	9 080	16 600
C. Dépenses de programmes	578 236	660 663	803 377	781 231	300 481	412 799	128 101	299 494
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	385 664	420 891	577 874	603 433	232 131	262 199	34 693	124 232
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	16 818	20 862	4 998	4 394	147	50 127	6 696	23 187
c.3 Assurance production	15 293	17 308	17 107	19 452	22 200	24 964	24 036	24 664
c.4 Aide au financement	48 225	86 376	67 519	40 179	5 581	4 919	5 952	52 556
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	4 408	2 761	15 823	7 922	688	753	641	137
c.7 Recherche	12 129	14 614	16 795	19 921	3 758	1 304	2 714	10 407
c.8 Inspection des aliments	16 778	16 740	18 023	14 929	1 765	19 874	10 280	18 141
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	10 024	12 101	13 835	12 466	3 978	4 859	6 798	16 113
c.11 Développement rural et régional	2 242	3 074	3 939	2 533	14 074	13 586	12 275	17 300
c.12 Environnement	33 499	32 310	30 213	20 848	9 796	16 338	12 839	9 589
c.13 Enseignement	23 393	24 310	23 786	22 293	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	9 764	9 315	13 465	12 861	6 364	13 876	11 176	3 167
D. Dépenses fiscales	132 600	43 189	41 569	41 494	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	937 572	922 315	1 082 829	1 058 679	564 706	680 643	366 978	566 309
Recouvrements	-	-	-	-	(35 437)	(30 084)	(27 276)	(4 991)
Total, dépenses nettes	937 572	922 315	1 082 829	1 058 679	529 269	650 558	339 703	561 318

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	116 182	137 922	201 087	204 817	376 931	376 893	348 816	379 607
B. Dépenses de capital	3 891	3 742	18 750	11 400	14 086	13 658	13 741	24 951
C. Dépenses de programmes	390 208	610 360	273 088	406 815	424 020	559 222	556 988	599 737
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	239 700	324 929	136 839	264 495	295 743	286 225	115 524	168 777
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	4 256	62 204	7 788	7 396	12 021	94 527	302 930	44 943
c.3 Assurance production	24 044	31 258	33 939	38 750	35 906	49 893	48 496	49 763
c.4 Aide au financement	3 559	476	145	412	6 189	5 603	4 294	235 945
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	4 721	6 699	2 306	3 865	41	31	1	205
c.7 Recherche	40 933	97 777	50 184	45 703	23 577	23 327	8 059	15 233
c.8 Inspection des aliments	11 330	39 359	11 491	12 600	4 936	26 493	15 534	20 725
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 269	3 124	5 326	7 939	5 081	6 168	6 385	24 023
c.11 Développement rural et régional	41 648	30 500	5 911	10 236	11 499	11 263	28 654	21 671
c.12 Environnement	9 084	4 609	7 519	5 827	22 085	42 166	19 306	13 852
c.13 Enseignement	8 200	8 200	5 200	5 200	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	464	1 225	6 440	4 393	6 943	13 527	7 805	4 601
D. Dépenses fiscales	45 874	33 906	38 717	42 363	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	556 156	785 930	531 642	665 396	815 037	949 773	919 545	1 004 295
Recouvrements	(42 952)	(66 524)	(76 214)	(5 319)	(52 972)	(45 928)	(40 846)	(7 474)
Total, dépenses nettes	513 204	719 405	455 428	660 077	762 065	903 845	878 700	996 820
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	47 524	51 002	51 719	60 234	154 410	156 696	155 876	169 798
B. Dépenses de capital	6 241	4 966	8 124	7 707	5 562	5 480	5 698	10 857
C. Dépenses de programmes	133 332	170 931	155 295	135 898	379 949	408 931	168 102	349 242
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	74 280	104 559	67 189	53 718	251 946	197 755	34 224	124 648
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 487	1 696	6 465	1 147	22 101	61 318	17 279	45 961
c.3 Assurance production	28 268	36 781	47 685	45 660	42 572	56 359	73 149	75 060
c.4 Aide au financement	1 054	588	4 938	833	8 609	8 821	6 113	61 775
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	181	-	6 120	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	44	43	43	44	-	6	-	88
c.7 Recherche	1 201	1 201	2 044	3 490	5 114	18 924	1 899	5 710
c.8 Inspection des aliments	3 077	2 768	2 043	2 880	5 602	5 733	5 532	10 760
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 930	1 585	1 753	1 776	13 169	9 577	5 046	10 251
c.11 Développement rural et régional	11 146	11 251	11 497	14 243	8 578	8 607	5 007	8 618
c.12 Environnement	1 225	1 961	3 374	4 834	18 187	35 640	10 770	4 734
c.13 Enseignement	7 278	8 140	7 868	6 905	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	342	360	397	369	3 890	6 192	2 964	1 636
D. Dépenses fiscales	64 237	66 959	63 155	71 923	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	251 335	293 859	278 294	275 763	539 921	571 107	329 676	529 896
Recouvrements	(3 213)	(3 827)	(3 332)	(3 857)	(20 916)	(18 428)	(17 607)	(3 222)
Total, dépenses nettes	248 121	290 031	274 962	271 906	519 005	552 679	312 068	526 675

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	43 805	45 225	61 406	62 400	249 451	274 874	296 054	322 915
B. Dépenses de capital	2 003	2 911	3 672	3 173	8 713	9 279	10 068	20 226
C. Dépenses de programmes	309 693	266 761	392 201	418 762	848 398	613 027	371 602	505 087
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	158 776	115 798	182 099	199 600	567 367	230 560	101 738	152 581
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	15 674	54	3 282	3 053	52 947	126 409	2 659	62 208
c.3 Assurance production	54 554	74 006	113 932	122 537	90 609	111 508	171 476	175 956
c.4 Aide au financement	11 319	15 132	12 994	31 683	10 911	26 125	11 886	26 281
c.5 Entreposage et transport	5 401	213	1 082	866	580	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	71	144	94	85	-	-	-	164
c.7 Recherche	14 756	13 839	15 281	15 614	37 568	8 756	2 962	14 565
c.8 Inspection des aliments	9 385	3 168	3 014	3 125	1 821	8 559	12 037	16 791
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	4 826	3 966	1 765	1 627	37 969	28 695	15 209	22 811
c.11 Développement rural et régional	29 604	36 049	41 778	27 755	13 081	9 693	12 312	14 545
c.12 Environnement	3 902	3 278	15 968	12 232	23 420	39 090	32 720	14 537
c.13 Enseignement	398	291	389	-	86	66	-	-
c.14 Vulgarisation	1 027	822	525	587	12 038	23 565	8 603	4 649
D. Dépenses fiscales	111 640	128 623	126 084	123 613	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	467 141	443 520	583 363	607 948	1 106 562	897 179	677 724	848 228
Recouvrements	(45 901)	(112 231)	(149 250)	(71 232)	(32 766)	(31 204)	(32 580)	(5 962)
Total, dépenses nettes	421 240	331 289	434 113	536 716	1 073 796	865 976	645 144	842 266
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	181 546	197 733	206 462	211 478	323 716	334 744	323 922	352 433
B. Dépenses de capital	71 235	47 495	57 018	56 171	11 677	11 670	14 259	22 408
C. Dépenses de programmes	692 798	393 828	792 530	458 689	633 115	444 577	429 126	542 516
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	411 666	137 692	515 456	147 537	465 866	139 540	203 405	202 604
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 705	3 995	14 025	6 812	13 062	87 320	12 078	20 061
c.3 Assurance production	169 092	97 589	139 998	153 531	80 166	87 300	157 613	161 730
c.4 Aide au financement	2 872	2 035	1 237	7 191	5 296	11 732	5 370	65 640
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	364	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 585	10 590	10 580	10 600	6	-	-	183
c.7 Recherche	14 975	36 969	19 504	30 301	4 160	19 517	3 227	14 643
c.8 Inspection des aliments	-	(5 055)	(3 878)	-	2 792	21 059	9 339	18 145
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	471	494	387	12 504	27 141	21 369	10 937	26 397
c.11 Développement rural et régional	2 846	2 950	2 675	1 450	11 169	7 380	8 429	14 699
c.12 Environnement	1 632	6 675	682	1 000	15 268	36 034	11 520	13 881
c.13 Enseignement	64 302	81 718	78 306	74 775	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	12 652	18 176	13 557	12 988	7 825	13 326	7 209	4 532
D. Dépenses fiscales	100 783	102 488	93 849	98 718	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	1 046 362	741 544	1 149 859	825 056	968 508	790 991	767 307	917 357
Recouvrements	(78 503)	(100 649)	(84 005)	(70 993)	(43 910)	(39 244)	(36 430)	(6 666)
Total, dépenses nettes	967 859	640 895	1 065 854	754 063	924 598	751 748	730 877	910 691

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
	(000 $)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	25 485	36 687	34 178	38 062	102 897	100 776	93 427	101 500
B. Dépenses de capital	2 787	8 846	3 292	227	3 889	3 704	3 695	6 590
C. Dépenses de programmes	38 688	48 487	37 344	27 221	109 706	123 836	63 956	80 643
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	15 813	25 007	26 092	18 166	87 969	55 049	21 013	34 290
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 191	25	1 366	2 000	87	18 603	2 043	6 198
c.3 Assurance production	8 200	8 200	7 000	7 000	7 770	8 347	11 389	11 687
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	169	309	506	1 316
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	7	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	25	-	-	38	9	-	55
c.7 Recherche	268	76	395	-	1 163	142	830	4 410
c.8 Inspection des aliments	6 374	4 490	2 175	(32)	2 247	12 156	15 592	5 177
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 037	10 034	151	-	1 315	1 506	2 411	6 705
c.11 Développement rural et régional	145	7	-	-	3 723	3 304	3 099	5 238
c.12 Environnement	217	251	-	-	4 348	22 757	5 673	4 200
c.13 Enseignement	146	-	8	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	296	373	157	87	870	1 654	1 400	1 369
D. Dépenses fiscales	6 929	6 926	6 933	6 929	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	73 889	100 947	81 747	72 440	216 492	228 316	161 079	188 733
Recouvrements	-	-	-	-	(14 624)	(12 455)	(10 873)	(1 990)
Total, dépenses nettes	73 889	100 947	81 747	72 440	201 867	215 861	150 206	186 744

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.
Note: Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	23 138	14 306	18 224	16 301	258 827	257 305	240 637	263 465
- capital	4 879	5 424	5 725	6 429	13 874	11 652	11 943	24 694
- programme	88 107	168 594	108 624	119 189	79 397	78 846	22 038	70 976
Total, Recherche	116 125	188 324	132 573	141 919	352 097	347 803	274 618	359 136
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	132 891	145 533	149 678	150 148	620 241	680 268	634 811	713 082
- capital	3 247	9 258	6 444	2 784	21 386	22 322	26 058	41 028
- programme	51 693	69 336	37 850	42 139	19 807	97 521	72 847	97 071
Total, Inspection	187 831	224 127	193 972	195 072	661 434	800 111	733 716	851 181
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	635	1 000	733	738	684	749
- capital	5	3	269	77	39	33	34	70
- programme	439	595	277	456	553	2 143	474	1 131
Total, Recherche	444	598	1 181	1 533	1 326	2 914	1 193	1 950
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 623	1 792	2 037	2 458	1 687	1 860	1 702	1 915
- capital	12	64	160	12	61	64	74	113
- programme	50	50	483	3 276	70	272	323	1 293
Total, Inspection	1 685	1 907	2 680	5 746	1 817	2 196	2 099	3 321
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 660	2 602	2 363	2 577
- capital	-	-	-	-	143	118	121	242
- programme	2 402	2 391	2 516	1 904	170	485	61	1 234
Total, Recherche	2 402	2 391	2 516	1 904	2 973	3 205	2 544	4 053
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 008	2 079	2 292	3 019	6 149	6 588	5 896	6 633
- capital	-	81	81	500	220	226	255	390
- programme	623	2 899	508	1 172	306	1 556	370	1 903
Total, Inspection	2 632	5 060	2 881	4 691	6 675	8 370	6 521	8 926

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	26	1	-	3 494	3 324	2 970	3 233
- capital	-	-	-	-	187	151	154	303
- programme	1 000	1 131	1 123	1 000	1 816	2 043	1 135	2 367
Total, Recherche	1 000	1 157	1 124	1 000	5 497	5 517	4 259	5 904
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 252	2 407	2 529	2 144	8 051	8 387	7 364	8 287
- capital	-	-	-	-	289	288	320	488
- programme	3 854	4 734	3 790	4 058	197	1 254	2 006	2 015
Total, Inspection	6 106	7 141	6 319	6 202	8 537	9 929	9 691	10 790
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	630	674	772	591	3 227	3 134	2 825	3 079
- capital	35	12	34	3	173	142	145	289
- programme	5	0	505	800	1 457	2 144	656	1 275
Total, Recherche	670	686	1 311	1 394	4 857	5 420	3 626	4 643
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 880	3 022	2 936	2 558	7 435	7 904	7 007	7 885
- capital	228	74	2 061	93	267	272	305	465
- programme	222	183	202	131	71	563	1 829	2 120
Total, Inspection	3 330	3 279	5 199	2 782	7 773	8 739	9 141	10 469
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	6 207	5 206	4 770	4 629	43 931	41 987	38 300	41 805
- capital	-	-	-	-	2 355	1 901	1 949	3 918
- programme	12 129	14 614	16 795	19 921	3 758	1 304	2 714	10 407
Total, Recherche	18 336	19 820	21 565	24 551	50 044	45 192	42 964	56 130
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	31 861	33 849	36 214	35 523	102 595	107 658	97 125	109 219
- capital	-	-	-	1 068	3 630	3 643	4 135	6 379
- programme	16 778	16 740	18 023	14 929	1 765	19 874	10 280	18 141
Total, Inspection	48 638	50 590	54 237	51 520	107 989	131 174	111 539	133 739

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	2 380	2 985	65 668	64 099	57 479	62 603
- capital	3 891	3 742	4 250	6 000	3 520	2 903	2 975	5 868
- programme	40 933	97 777	50 184	45 703	23 577	23 327	8 059	15 233
Total, Recherche	44 824	101 519	56 814	54 687	92 765	90 329	68 513	83 703
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	31 357	33 923	36 893	38 403	155 214	166 834	147 977	166 316
- capital	-	-	500	500	5 426	5 561	6 192	9 645
- programme	11 330	39 359	11 491	12 600	4 936	26 493	15 534	20 725
Total, Inspection	42 687	73 282	48 884	51 503	165 576	198 888	169 702	196 687
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	25 929	25 719	24 583	26 986
- capital	-	-	-	-	1 390	1 165	1 194	2 529
- programme	1 201	1 201	2 044	3 490	5 114	18 924	1 899	5 710
Total, Recherche	1 201	1 201	2 044	3 490	32 433	45 807	27 676	35 225
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	7 005	8 901	8 431	11 306	63 339	69 333	66 574	74 731
- capital	200	200	200	200	2 142	2 231	2 669	4 259
- programme	3 077	2 768	2 043	2 880	5 602	5 733	5 532	10 760
Total, Inspection	10 282	11 869	10 674	14 386	71 083	77 298	74 775	89 750
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	695	670	668	936	40 619	43 549	45 078	49 934
- capital	-	1	5	-	2 177	1 972	2 021	4 680
- programme	14 756	13 839	15 281	15 614	37 568	8 756	2 962	14 565
Total, Recherche	15 451	14 510	15 954	16 550	80 364	54 278	50 062	69 180
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 751	3 007	3 222	4 172	102 289	121 626	126 966	142 401
- capital	-	-	-	-	3 356	3 778	4 939	8 018
- programme	9 385	3 168	3 014	3 125	1 821	8 559	12 037	16 791
Total, Inspection	12 136	6 175	6 235	7 297	107 466	133 964	143 942	167 210

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	15 606	7 730	8 995	6 160	54 435	54 770	51 022	55 836
- capital	668	1 666	1 167	350	2 918	2 480	2 542	5 233
- programme	14 975	36 969	19 504	30 301	4 160	19 517	3 227	14 643
Total, Recherche	31 249	46 365	29 666	36 811	61 513	76 768	56 792	75 712
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	46 186	51 388	49 449	44 806	131 683	146 180	136 230	152 971
- capital	739	798	739	380	4 498	4 752	5 522	8 757
- programme	-	(5 055)	(3 878)	-	2 792	21 059	9 339	18 145
Total, Inspection	46 925	47 131	46 310	45 186	138 973	171 991	151 092	179 873
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	3	-	18 129	17 382	15 333	16 664
- capital	281	-	-	-	972	787	807	1 562
- programme	268	76	395	-	1 163	142	830	4 410
Total, Recherche	549	76	398	-	20 264	18 312	16 970	22 636
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	4 969	5 166	5 674	5 759	41 799	43 899	37 971	42 724
- capital	2 067	8 041	2 703	32	1 498	1 508	1 648	2 516
- programme	6 374	4 490	2 175	(32)	2 247	12 156	15 592	5 177
Total, Inspection	13 410	17 696	10 552	5 759	45 544	57 563	55 211	50 417

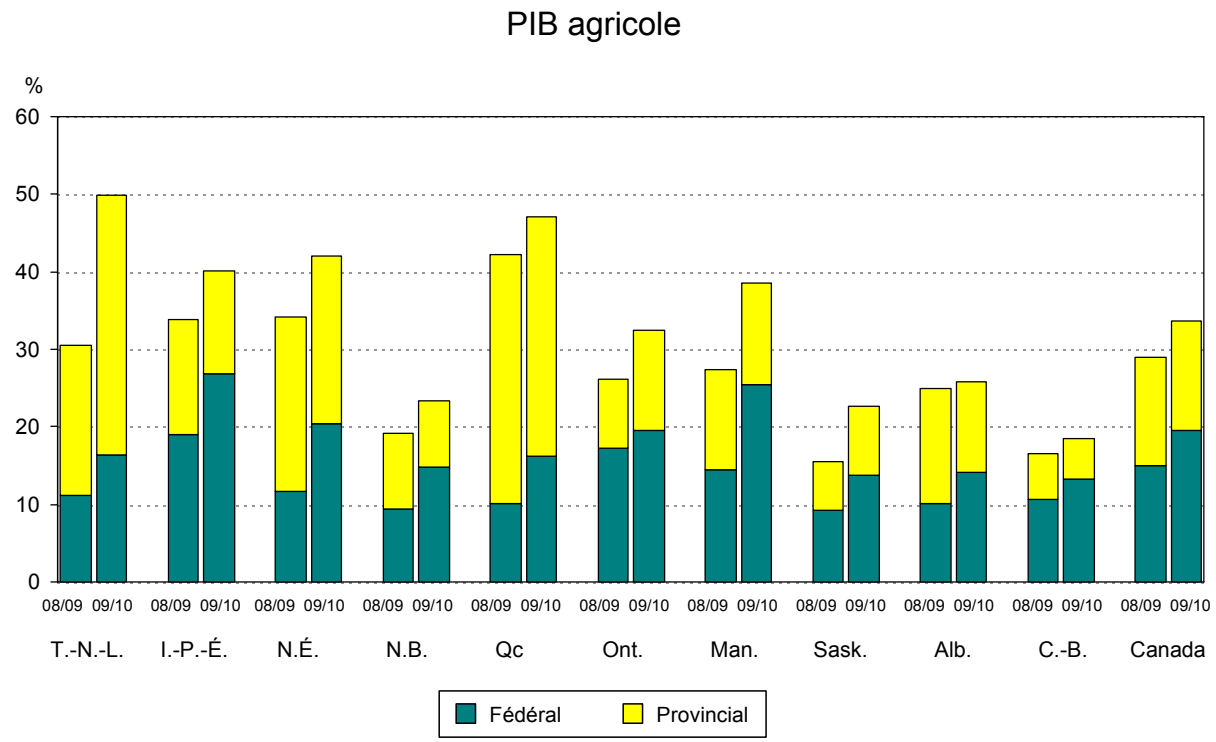
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010

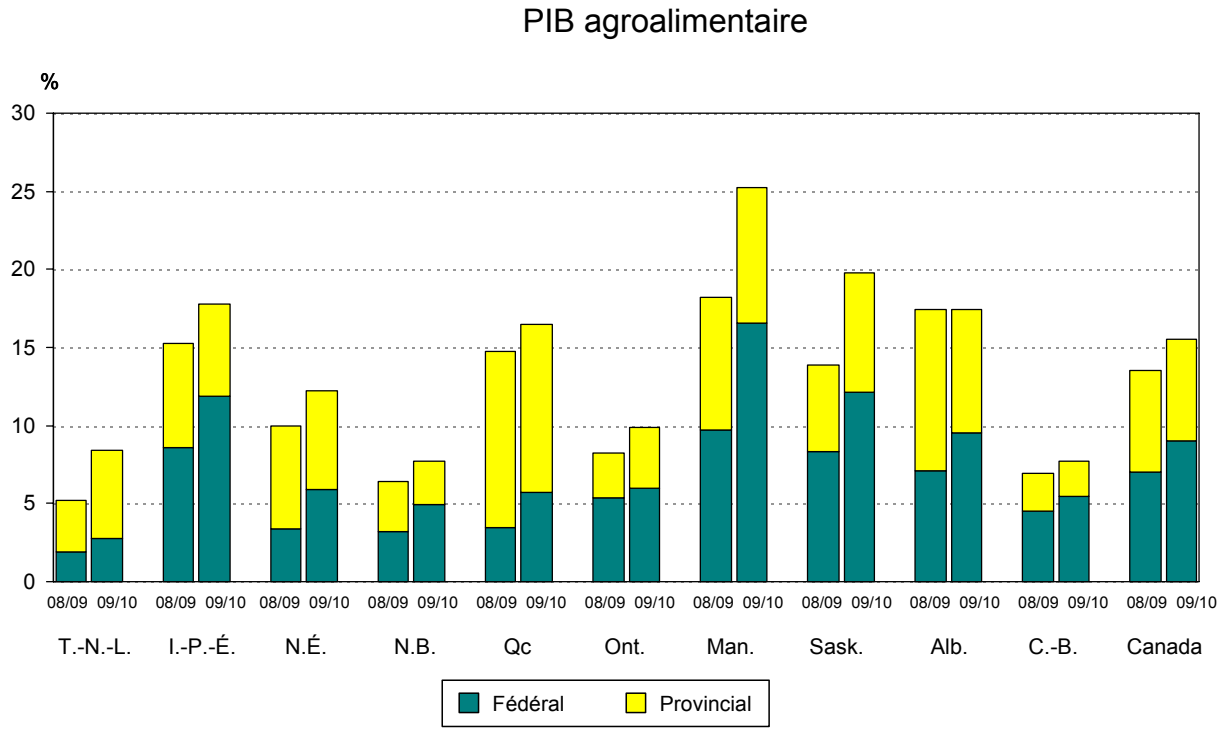
	Agricole				Agroalimentaire			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de $)	79,0	81,0	89,2	88,1	450,3	478,8	532,5	525,2
Fédéral (%)	11,4	15,5	11,1	16,4	2,0	2,6	1,9	2,8
Provincial (%)	19,6	22,4	19,4	33,4	3,4	3,8	3,3	5,6
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de $)	245,4	234,2	226,1	232,5	483,7	510,0	498,8	524,7
Fédéral (%)	16,6	16,0	19,0	26,8	8,4	7,4	8,6	11,9
Provincial (%)	11,5	18,4	14,8	13,3	5,8	8,5	6,7	5,9
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de $)	251,3	252,6	252,7	254,1	807,3	821,2	862,9	873,7
Fédéral (%)	16,3	15,5	11,6	20,4	5,1	4,8	3,4	5,9
Provincial (%)	18,2	26,2	22,5	21,7	5,7	8,0	6,6	6,3
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de $)	382,3	377,4	346,3	350,6	1 024,3	1 053,4	1 038,4	1 070,0
Fédéral (%)	12,2	14,3	9,5	14,9	4,6	5,1	3,2	4,9
Provincial (%)	6,7	8,1	9,6	8,4	2,5	2,9	3,2	2,8
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de $)	3 445,4	3 514,8	3 369,1	3 438,4	9 130,6	9 656,7	9 649,6	9 839,0
Fédéral (%)	15,4	18,5	10,1	16,3	5,8	6,7	3,5	5,7
Provincial (%)	27,2	26,2	32,1	30,8	10,3	9,6	11,2	10,8
ONTARIO								
PIB provincial (millions de $)	5 063,7	4 960,4	5 094,9	5 097,8	16 093,0	15 935,1	16 398,5	16 725,4
Fédéral (%)	15,0	18,2	17,2	19,6	4,7	5,7	5,4	6,0
Provincial (%)	10,1	14,5	8,9	12,9	3,2	4,5	2,8	3,9
MANITOBA								
PIB provincial (millions de $)	1 990,6	2 045,3	2 148,1	2 067,8	2 972,6	3 101,5	3 231,7	3 170,8
Fédéral (%)	26,1	27,0	14,5	25,5	17,5	17,8	9,7	16,6
Provincial (%)	12,5	14,2	12,8	13,1	8,3	9,4	8,5	8,6
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de $)	4 900,3	5 559,9	6 911,4	6 105,1	5 547,4	6 324,1	7 746,3	6 963,3
Fédéral (%)	21,9	15,6	9,3	13,8	19,4	13,7	8,3	12,1
Provincial (%)	8,6	6,0	6,3	8,8	7,6	5,2	5,6	7,7
ALBERTA								
PIB provincial (millions de $)	6 130,7	6 600,2	7 189,8	6 459,8	8 663,9	9 579,1	10 344,3	9 580,9
Fédéral (%)	15,1	11,4	10,2	14,1	10,7	7,8	7,1	9,5
Provincial (%)	15,8	9,7	14,8	11,7	11,2	6,7	10,3	7,9
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de $)	1 316,6	1 380,0	1 397,4	1 400,6	3 087,0	3 224,2	3 340,9	3 367,4
Fédéral (%)	15,3	15,6	10,7	13,3	6,5	6,7	4,5	5,5
Provincial (%)	5,6	7,3	5,8	5,2	2,4	3,1	2,4	2,2
CANADA								
PIB fédéral (millions de $)	23 152,8	23 779,7	25 264,0	24 819,3	49 190,1	51 258,5	54 002,6	53 871,8
Fédéral (%)	20,0	19,0	15,0	19,6	9,4	8,8	7,0	9,0
Provincial (%)	14,2	13,3	14,0	14,1	6,7	6,2	6,5	6,5

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2006-2007 à 2009-2010

	PIB Total				Dépenses totales			
	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 prévisions
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de $)	24 980	28 478	29 392	27 932	4 963	5 383	5 847	6 743
PIB agroalim. en % du PIB total	1,80	1,68	1,81	1,88				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,31	0,34	0,30	0,44
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de $)	3 910	4 130	4 324	4 481	1 208	1 307	1 410	1 474
PIB agroalim. en % du PIB total	12,37	12,35	11,54	11,71				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,34	3,30	2,37	2,11
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de $)	28 856	30 379	31 344	31 591	6 495	7 101	7 569	8 116
PIB agroalim. en % du PIB total	2,80	2,70	2,75	2,77				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,70	0,93	0,75	0,68
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de $)	23 636	24 715	25 120	25 555	6 404	6 868	7 305	7 838
PIB agroalim. en % du PIB total	4,33	4,26	4,13	4,19				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,40	0,45	0,46	0,38
QUÉBEC								
Total provincial (millions de $)	266 304	278 811	282 565	284 308	58 736	61 638	63 855	66 093
PIB agroalim. en % du PIB total	3,43	3,46	3,41	3,46				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,60	1,50	1,70	1,60
ONTARIO								
Total provincial (millions de $)	524 412	545 001	542 697	535 593	88 128	96 522	96 881	94 634
PIB agroalim. en % du PIB total	3,07	2,92	3,02	3,12				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,58	0,75	0,47	0,70
MANITOBA								
Total provincial (millions de $)	42 310	45 591	47 049	47 060	8 728	9 393	10 015	10 287
PIB agroalim. en % du PIB total	7,03	6,80	6,87	6,74				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,84	3,09	2,75	2,64
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de $)	44 660	51 733	61 061	57 909	9 290	9 858	11 306	10 245
PIB agroalim. en % du PIB total	12,42	12,22	12,69	12,02				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					4,53	3,36	3,84	5,24
ALBERTA								
Total provincial (millions de $)	235 044	258 299	278 204	262 951	29 671	33 432	36 657	36 375
PIB agroalim. en % du PIB total	3,69	3,71	3,72	3,64				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,26	1,92	2,91	2,07
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de $)	168 884	178 676	181 266	176 355	28 209	30 291	31 366	32 700
PIB agroalim. en % du PIB total	1,83	1,80	1,84	1,91				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,26	0,33	0,26	0,22
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de $)	1 362 995	1 445 811	1 483 021	1 453 735	241 833	261 793	272 210	274 505
PIB agroalim. en % du PIB total	3,54	3,51	3,62	3,62				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,36	1,21	1,30	1,27
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de $)	1 370 425	1 454 221	1 492 116	1 462 919	222 213	210 311	221 467	235 785
PIB agroalim. en % du PIB total	3,59	3,52	3,62	3,68				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,08	2,15	1,71	2,07

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourniture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même

façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
  - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
  - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
  - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.
- **Le programme d'assurance-récolte/ production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnisations prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2006-2008

	2006	2007	2008 Préliminaire
	- millions de $ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	32 537	36 967	41 968
dont part de produits SPM[1] (%)	74	76	76
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	24 590	27 775	26 613
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 757	7 964	5 906
Soutien des prix du marché	4 499	3 832	2 602
Paiements au titre de la production	0	0	3
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	654	769	624
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev[2] courants, production requise	1 560	1 451	2 217
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	133	517	4
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	881	1 366	422
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	5	0	0
Paiements divers	26	29	35
ESP en pourcentage	22	19	13
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,16	1,12	1,07
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,28	1,24	1,15
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 703	2 878	2 936
Recherche et développement	452	489	454
Établissements d'enseignement agricole	269	296	216
Services d'inspection	819	937	914
Infrastructures	485	533	644
Commercialisation et promotion	678	623	709
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-5 193	-4 378	-2 948
Transferts des consommateurs aux producteurs	-4 488	-3 817	-2 587
Autres transferts des consommateurs	-705	-561	-362
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	-21	-16	-11
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,27	1,19	1,12
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,27	1,19	1,12
Estimation du soutien total (EST)	10 461	10 841	8 842
Transferts des consommateurs	5 193	4 378	2 948
Transferts des contribuables	5 973	7 024	6 255
Recettes budgétaires	-705	-561	-362

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

[2] S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

	2006	2007	2008 Préliminaire
	ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	6	7	6
Canada	22	19	13
Union européenne[1]	31	25	25
Japon	52	48	48
Mexique	14	14	13
Nouvelle-Zélande	1	1	1
États-Unis	11	10	7
OCDE	26	22	21

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.
[1] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

	2006	2007	2008 Préliminaire
	ESP Total (millions de $US)		
Australie	1 833	2 488	2 213
Canada	6 839	7 413	5 532
Union européenne[1]	131 041	135 111	150 445
Japon	39 356	35 581	41 622
Mexique	5 805	6 438	6 339
Nouvelle-Zélande	99	115	92
États-Unis	31 199	33 963	23 259
OCDE	258 185	259 995	265 487

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.
[1] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

		2006	2007	2008 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0	0	0
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	66	66	69
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev[1] courants, production requise	3	1	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	29	32	28
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	2	1	2
	Paiements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	58	48	44
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	8	10	11
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	20	18	38
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	2	6	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	11	17	7
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	1
Union européenne[2]	Soutien au titre de la production des produits de base	42	36	36
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	10	12	12
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	17	17	17
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	29	32	33
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paiements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	93	89	88
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	3	4	4
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	0	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	4	6	6
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	41	36	24
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	35	40	52
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	1	2
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	3	6	5
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	19	17	17
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	57	63	55
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	38	37	44
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	5	0	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

[2] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 (suite)

		2006	2007	2008 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	24	38	5
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	30	26	39
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	13	8	19
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	25	21	26
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	8	7	11
	Paiements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	54	51	48
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	11	13	13
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	11	12	14
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	1	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	21	22	23
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paiements divers	0	0	0

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

[2] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)[1] pour certains pays de l'OCDE, 2006 à 2008

	Blé			Maïs			Autres céréales			Graines oléagineuses			Lait		
	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p
Australie	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	0,8	0,9	1,7	8,9	7,8	6,6	3,4	2,4	4,2	0,5	1,1	2,3	1,7	5,1	1,8
Union européenne[2]	1	3,4	0,5	9,8	23,2	2	0	0	3,1	0,1	0	0,1	0	0	0
Japon	79,2	43,3	42,5	n.c.	n.c.	n.c.	71,8	37,5	39,6	n.c.	n.c.	n.c.	45	15,2	11,4
Mexique	12,9	9,4	7	9,5	2,4	4,9	7,2	5,5	7,8	n.c.	n.c.	n.c.	30	12,6	7,6
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n,c
États-Unis	6,6	3,6	2,9	0,4	-0,5	1,5	6,7	0,6	2,7	n.c.	n.c.	n.c.	-0,4	0,6	4,3
OCDE	8	6	7	4	4	2	7	1	5	1	1	1	2	2	5

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p	2006	2007	2008p
Australie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	2,2	2,7	3,8	-0,5	-0,7	5,6	58,8	48,1	31,4	13,8	15,6	11,4	31,9	1,2	0,5
Union européenne	50,6	42,4	41,1	12,9	13,1	23,5	19,7	0,3	0,6	39,5	40,2	43,4	-0,7	-2,4	-0,3
Japon	27,9	28,2	28,7	61,8	63,2	66,2	53,4	46,1	51,3	10,5	10,4	10,4	14,6	14,7	14,6
Mexique	6	10,8	9,4	2,9	2,2	8,2	10	0	0,4	9,4	14,5	8,9	-0,2	0	0
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13,4	17,7	13,6	17,2	11,6	2,3
États-Unis	0	0	0	0	0	0	15,6	23,6	0	0	0	0	0	0	0
OCDE	22	19	19	16	16	23	23	12	5	15	16	17	5	3	4

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

p : préliminaire

n.c. non calculé

[1] Pourcentage de la valeur de production ajustée du produit.

[2] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)[1] pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

	2006	2007	2008 Préliminaire
	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	34	32	28
Canada	26	27	33
Union européenne[2]	11	10	9
Japon	17	22	20
Mexique	11	12	9
Nouvelle-Zélande	63	63	69
États-Unis	43	41	46
OCDE	21	20	21

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] Voir la note après le tableau D.6.

[2] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

		2006	2007	2008 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	51	49	56
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	1
	Services d'inspection	7	7	9
	Infrastructures	40	43	23
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Canada	Recherche et développement	17	17	15
	Établissements d'enseignement agricole	10	10	7
	Services d'inspection	30	33	31
	Infrastructures	18	19	22
	Commercialisation et promotion	25	22	24
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne	Recherche et développement	16	19	20
	Établissements d'enseignement agricole	7	10	10
	Services d'inspection	4	6	6
	Infrastructures	48	44	36
	Commercialisation et promotion	24	18	25
	Stockage public	0	2	2
	Divers	0	0	0
Japon	Recherche et développement	9	8	8
	Établissements d'enseignement agricole	0	4	4
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	87	84	83
	Commercialisation et promotion	0	0	1
	Stockage public	2	2	2
	Divers	0	2	2
Mexique	Recherche et développement	20	18	20
	Établissements d'enseignement agricole	29	27	0
	Services d'inspection	26	26	22
	Infrastructures	9	13	42
	Commercialisation et promotion	16	17	16
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	0	1

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008 (suite)

		2006	2007	2008 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	31	34	31
	Établissements d'enseignement agricole	9	9	9
	Services d'inspection	31	28	30
	Infrastructures	29	29	30
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
États-Unis	Recherche et développement	4	6	5
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	2
	Infrastructures	13	10	12
	Commercialisation et promotion	75	77	76
	Stockage public	0	0	0
	Divers	5	5	5
OCDE	Recherche et développement	9	11	10
	Établissements d'enseignement agricole	2	3	3
	Services d'inspection	4	4	4
	Infrastructures	30	28	29
	Commercialisation et promotion	50	48	50
	Stockage public	2	2	1
	Divers	3	4	3

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à identifier toutes lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

	2006	2007	2008 Préliminaire
	ESC en pourcentage (%)[1]		
Australie	-1	-1	-1
Canada	-21	-16	-11
Union européenne[2]	-15	-10	-10
Japon	-45	-40	-41
Mexique	-6	-5	-2
Nouvelle-Zélande	-3	-3	-2
États-Unis	10	5	11
OCDE	-15	-12	-10

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

[2] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2006-2008

	2006	2007	2008 Préliminaire
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0.30	0.40	0.30
Canada	0.70	0.70	0.60
Union européenne[1]	1.00	0.90	0.90
Japon	1.10	1.00	1.10
Mexique	0.70	0.80	0.70
Nouvelle-Zélande	0.30	0.20	0.20
États-Unis	0.80	0.70	0.70
OCDE	0.96	0.88	0.84

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2009.

[1] UE25 pour 2006, UE27 pour 2007 et 2008.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évoluées, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/ nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base;
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables.
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol.
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);

2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);

3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);

4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux

consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p. ex. une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p. 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p. 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p. 100 de l'ESC signifie que 60 p. 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.